



ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS
Conseil interaméricain pour le développement intégré
(CIDI)



**QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE**
15 – 16 avril 2004
Washington, D.C.

OEA/Ser. W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.10/04
1^{er} juin 2004
Original: espagnol

**RAPPORT FINAL DE LA QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE (COMCYT)**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I. SÉANCES PLÉNIÈRES	1
A. Séance D'ouverture	1
B. Première Séance Plénière	2
1. Point 1 De L'ordre Du Jour: "Approbation De L'ordre Du Jour"	2
2. Point 4 De L'ordre Du Jour: "Rapport Du Président Sur Les Travaux De La Comcyt Réalisés Au Cours Des Trois Dernières Années"	3
3. Point 2 De L'ordre Du Jour: "Élection Du Bureau"	3
4. Point 3 De L'ordre Du Jour: "Formation De La Commission De Style"	3
5. Point 5 De L'ordre Du Jour: "Rapport De Consolidation Des Ateliers De Travail Sur l'élaboration De Politiques Continentales En Matière De Science, Technologie Et Innovation"	3
C. Seconde Séance Plénière	16
1. Point 7 De L'ordre Du Jour: "Stratégies De Coopération Des Organismes Internationaux Et Des Organisations Du Système Interaméricain"	16
2. Point 6 De L'ordre Du Jour: "Processus De Préparation De La Première Réunion Des Ministres Et Hauts Fonctionnaires Chargés De La Science Et De La Technologie Dans Le Cadre Du Cidi"	23
3. Point 9 De L'ordre Du Jour: "Date Et Sièges De La Cinquième Réunion Ordinaire De La Comcyt"	26
4. Point 10 De L'ordre Du Jour: "Autres Questions"	26
5. Point 11 De L'ordre Du Jour: "Conclusions"	26
D) Séance De Clôture	28
II. ANNEXE	29
Annexe 1 Documents Approuvées De La Réunion	CIDI/COMCYT/doc. 1/04
Annexe 2 L'Ordre du Jour	CIDI/COMCYT/doc. 2/04
Annexe 3 L' Ordre du Jour Annoté	CIDI/COMCYT/doc. 3/04
Annexe 4 Programme de Travail	CIDI/COMCYT/doc. 4/04
Acronymes Choisis	40

RAPPORT FINAL DE LA QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE (COMCYT)

La Quatrième Réunion ordinaire de la Commission interaméricaine de science et de technologie (COMCYT) a été convoquée par le Bureau de la science et la technologie (OCyT) de l'Organisation des États Américains (OEA) en sa qualité de Secrétariat technique de cette Commission, en application des dispositions de l'Article 8 du règlement de la COMCYT. Elle a eu lieu au siège de l'OEA à Washington, D.C. les 15 et 16 avril 2004.

La liste des documents distribués pendant la réunion (ainsi comme la "Liste des Participants" CIDI/COMCYT/doc.8/04) peut se trouver dans la "Liste de documents" REMCYT-I/doc. 3/04, annexe 1 de ce rapport. Elle peut être également consultée sur la page Web du Secrétariat Technique, <http://www.science.oas.org>, ainsi que les présentations qui ont été faites.

I. SÉANCES PLÉNIÈRES

A. Séance D'ouverture

La séance d'ouverture a commencé à 10 heures, le jeudi 15 avril 2004, dans la salle des conférences Padilla Vidal de l'OEA à Washington D.C., sous la présidence du Dr Gonzalo Córdoba, Président de la COMCYT. Celui-ci était accompagné de l'Ambassadeur Luigi Einaudi, Secrétaire général adjoint de l'OEA, du Dr Alice Abreu, Directrice du Bureau de la science et de la technologie de l'OEA et de Mme Gala Redington, Secrétaire technique.

L'Ambassadeur Luigi Einaudi a ouvert cette séance en souhaitant la bienvenue aux participants à cette Quatrième Réunion ordinaire de la COMCYT en sa qualité de représentant du Secrétaire général de l'OEA, César Gaviria. Au nom de M. Gaviria, il a souhaité que les activités menées pendant cette réunion sur les nouvelles politiques et stratégies contribuent de pair avec les objectifs communs de développement durable par une utilisation optimale de la science et de la technologie à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être physique et spirituel des peuples des Amériques.

L'Ambassadeur Einaudi a exposé les enjeux et les thèmes qui font partie intégrante des progrès du Continent américain, en commençant par évoquer la Conférence panaméricaine de 1890 qui a porté sur le thème de l'harmonisation des poids et mesures, la Conférence des Chefs d'État des Amériques d'Uruguay en 1967, la Conférence spécialisée dans l'application de la science et de la technologie en faveur du développement de l'Amérique latine et des Caraïbes de Brasilia en 1972, la réunion des Ministres chargés de la science et de la technologie de Cartagena en 1996, et les réunions des Sommets des Amériques de la dernière décennie pendant lesquelles a été examinée la nécessité de développer des applications scientifiques et technologiques spécifiques qui encourageraient l'intégration et la coopération régionales et l'élimination de la pauvreté. Il a mis l'accent sur le fait qu'il faudra franchir les obstacles que représentent les inégalités dans les domaines du savoir et de la technologie ainsi que les disparités en matière de développement social et économique pour réaliser des progrès économiques, commerciaux, politiques et sociaux sans distinction de sexe ou de race. Il a insisté sur la fracture technologique et les différences de niveau du développement social et économique qui sont des écueils qui devront être surmontés si l'on veut que les pays des Amériques progressent durablement sur les plans économique, commercial, politique et social sans distinction de sexe et de race.

Il a loué les efforts de l'OEA qui par l'intermédiaire du Bureau de la science et de la technologie a coopéré sans relâche aux activités nationales scientifiques et technologiques et a récemment prêté son

appui à la COMCYT dans la formulation et l'élaboration de politiques scientifiques et technologiques adaptées aux conditions actuelles du Continent.

Il a terminé son discours en indiquant que les accords conclus par les délégués seraient présentés à la Première Réunion continentale des Ministres et hauts responsables chargés de la science et de la technologie dans le cadre du CIDI de l'OEA qui aura lieu à Lima (Pérou) en novembre 2004, et que l'on espère que cette réunion a abouti à de nouvelles politiques et stratégies d'affectation, de regroupement et d'utilisation des ressources disponibles, afin de contribuer, de pair avec les objectifs communs de développement durable par l'utilisation optimale de la science et de la technologie, à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être physique et spirituel de la population des Amériques.

Après l'Ambassadeur Einaudi, le Dr Alice Abreu, Directrice du Bureau de la science et de la technologie de l'OEA, a pris la parole, saluant chaleureusement les délégués et rendant spécialement hommage à la contribution qu'apportent la science, la technologie et l'innovation à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays du Continent. De même, il est indispensable, a-t-elle reconnu, d'incorporer des stratégies de développement dans les pays, et de définir les besoins dans les domaines prioritaires définis par la COMCYT. À cette fin, le Dr Abreu a indiqué que quatre ateliers ont eu lieu avec la participation d'experts et d'institutions du Continent qui ont présenté et débattu des propositions de politiques scientifiques et technologiques continentales. Elle a précisé que la veille avait eu lieu également l'Atelier de consolidation des propositions de politiques scientifiques et technologiques continentales pour les Amériques, qui a tenu compte du contenu des quatre ateliers susmentionnés. Les délégués ont examiné le document de consolidation préparé par l'OCyT et ont fait part de leurs commentaires et recommandations. Elle a affirmé, en outre, que les pays du Continent se trouvaient face à un enjeu de taille pour la mise en place de mécanismes d'investissement en matière de science et de technologie ainsi que de politiques bien définies.

Ensuite, le Dr Gonzalo Córdoba, Président sortant de la COMCYT, a pris la parole. Après avoir remercié tous les pays de leur participation à cette réunion, il s'est déclaré satisfait de la présence de nouveaux délégués et a déclaré que la participation des États-Unis et du Canada aura pour effet d'élargir la participation du Continent. Il a terminé son exposé en exprimant sa satisfaction devant la présence de nouveaux délégués et a déclaré ouverte la Quatrième Réunion ordinaire de la Commission interaméricaine de science et de technologie.

La séance d'ouverture a été levée à 11 heures.

B. Première Séance Plénière

La première séance plénière de la COMCYT a commencé à 10 heures sous la présidence du Dr Gonzalo Córdoba. Les questions qui ont été traitées sont les suivantes:

1. Point 1 de l'ordre du jour: "Approbation de l'ordre du jour"

Après un examen de l'ordre du jour et une modification de classement, le Dr Abreu a indiqué les noms des invités chargés de faire un exposé sur la coopération horizontale et les stratégies de coopération des organismes internationaux avec le Système interaméricain.

2. Point 4 de l'ordre du jour: "Rapport du Président sur les travaux de la COMCYT réalisés au cours des trois dernières années"

Le Dr Córdoba a traité de la troisième période d'activité de la Commission interaméricaine de science et de technologie COMCYT-OEA (octobre 2000 – avril 2004) et a réaffirmé la nécessité absolue érigée en mandat primordial par les États membres de la COMCYT, d'améliorer la qualité de vie des peuples et de faire face aux problèmes sociaux de la pauvreté et de la pauvreté extrême qui touchent notre région. Il est convaincu, a-t-il souligné, que l'investissement dans la science, la technologie et l'innovation constitue un outil indispensable pour devenir compétitif et être ainsi amené à réaliser les processus d'intégration et de développement dans les domaines économique, commercial, social, culturel et environnemental. Selon lui, le partenariat en science, technologie et innovation orienté vers un développement plus équitable et rationnel des pays dans ces domaines est nécessaire. Il a rappelé l'engagement émané de la Troisième Réunion ordinaire de la COMCYT de mai 2003, à savoir l'évaluation et l'élaboration des politiques scientifiques et technologiques dans le cadre d'une économie mondialisée, ainsi que l'insertion compétitive de la région dans ce processus de mondialisation. Il a parlé de la tâche accomplie par la COMCYT dans la révision et l'analyse des propositions de projets de science et de technologie présentés à l'OEA pour obtenir un financement du fonds spécial multilatéral pour le développement intégré.

Il a indiqué que le principal enjeu de la COMCYT a été de mener des activités destinées à élaborer, incorporer et appliquer les politiques relatives à la science et à la technologie proposées par la COMCYT et approuvées par les instances compétentes de l'OEA, dans tous les secteurs et projets de développement qui sont coordonnés par les divers mécanismes et programmes de cette Organisation.

3. Point 2 de l'ordre du jour: "Élection du bureau"

Conformément au règlement des procédures de la COMCYT, le Président sortant, après avoir annoncé que le Dr Arnoldo Ventura devenait automatiquement Président, a invité les participants à élire les premier et deuxième Vice-présidents de cette commission. Le Dr Fernando Gutiérrez, délégué du Costa Rica, a été élu premier Vice-président et le Dr Benjamin Marticorena, délégué du Pérou, a été élu deuxième Vice-président. Les délégués élus ont immédiatement commencé à exercer leurs fonctions.

4. Point 3 de l'ordre du jour: "Formation de la Commission de style"

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement de la Commission, la Sous-commission de style a été constituée des membres suivants: les représentants de la Colombie, du Brésil, du Canada et des États-Unis d'Amérique ont été désignés pour l'espagnol, le portugais, le français et l'anglais respectivement.

5. Point 5 de l'ordre du jour: "Rapport de consolidation des ateliers de travail sur l'élaboration des politiques continentales en matière de science, technologie et Innovation"

Rapport de l'Atelier, offert en Argentine, sur les politiques continentales relatives à la science, à la technologie et à l'innovation visant à améliorer la compétitivité du secteur productif, présenté par le Dr Gerardo Bompadre

Le Dr Gerardo Bompadre délégué de l'Argentine, a indiqué que les experts qui ont participé à l'atelier ont constaté qu'un développement économique et social est inconcevable sans un développement technologique, et que pendant la transition à l'ère du savoir dans laquelle nous nous trouvons actuellement, les systèmes scientifiques et technologiques des pays de la région sont soumis à de fortes pressions, telles que la croissance exponentielle des connaissances en tant qu'ingrédient essentiel de la compétitivité du secteur productif; l'intégration du processus d'innovation, qui suppose l'orientation de l'activité scientifique et technologique vers les activités des entreprises et les perturbations liées au processus de mondialisation, et leurs effets économiques, politiques et technologiques qui nécessitent une vision à long terme appuyée sur des politiques de maintien des processus d'innovation et des politiques scientifiques et technologiques.

Il a fait une rétrospective des systèmes de science et de technologie de la région, en mettant l'accent sur le défi qui se pose aujourd'hui, à savoir l'adaptation aux temps nouveaux et la nécessité de s'intégrer à la dynamique du marché. Il a signalé le grand déséquilibre qui caractérise l'évolution des systèmes nationaux de science et de technologie et la faible participation du secteur productif à leur développement, en soulignant qu'il existe toutefois quelques cas heureux d'innovation qui ont permis d'introduire des incitations au secteur productif dans les processus d'élaboration de stratégies et de collaboration au niveau des politiques. Il a souligné la nécessité d'améliorer les systèmes d'appui à la qualité, de créer un climat propice à l'impulsion de mécanismes novateurs de collaboration interaméricaine et la possibilité de créer une génération d'instruments d'appui au secteur productif qui permette aux pays de progresser en matière d'innovation. Il a insisté sur la possibilité et la nécessité d'élaborer et de lancer une politique continentale dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation à partir d'un réseau interaméricain de collaboration destiné à accroître la compétitivité du secteur productif. Il s'est étendu sur les efforts de coopération visant à rehausser la compétitivité du secteur productif, la nécessité de modèles intégrés d'innovation qui encouragent les relations et l'interaction simultanée entre les acteurs; la qualité en faveur de la compétitivité; et l'adaptation des activités au marché.

L'atelier a conclu qu'il est indispensable de réfléchir sur le rôle des gouvernements dans la transition à une nouvelle culture d'innovation, en créant des débouchés sur le marché, en encourageant l'établissement de liens entre la science, la technologie et le secteur productif. Il a indiqué que le gouvernement argentin a assumé la responsabilité principale d'augmenter son patrimoine de connaissances scientifiques et technologiques tout en perfectionnant la coordination du système national de science et de technologie avec la société et le secteur productif pour que ces connaissances se traduisent par un développement national durable. À cette fin, il a mis l'accent sur trois lignes directrices de travail qui encouragent toutes les catégories d'activité visant à former des équipes interdisciplinaires et interinstitutionnelles, à enrichir le système de science et technologie en renforçant les ressources et les capacités des institutions, compte tenu du fait que la ressource la plus importante d'un quelconque pays est l'être humain, à orienter les ressources et capacités du système scientifique et technologique national vers le règlement des problèmes sociaux et productifs qui se pose à l'Argentine; et à étendre la coopération internationale dans le MERCOSUR pour faire participer le reste du Continent.

Le délégué a achevé son exposé en indiquant qu'à long terme la compétitivité du secteur productif et la croissance économique d'un pays sont essentiellement fonction des efforts qui sont réalisés en matière d'éducation, de science, de technologie et d'innovation productive.

Rapport de l'Atelier, offert en Jamaïque, sur les politiques continentales relatives à la science, la technologie et l'innovation en faveur du développement social, présenté par le Dr Arnaldo Ventura

Le Dr Arnaldo Ventura a commencé son exposé en soulignant la particularité de cet atelier qui a traité des politiques continentales visant à réduire et éventuellement à éliminer la pauvreté. Il a indiqué que les recommandations principales de l'atelier concernent les systèmes d'innovation spécifiquement destinés à contrecarrer les pressions exercées par la pauvreté.

Il a mentionné les objectifs du millénaire en rappelant ce qui a été observé, à savoir que la pauvreté est inacceptable non seulement sur le plan éthique, mais également moralement, et que la tolérer devient onéreux. Cette nouvelle approche est fondée sur l'expansion et la promotion de la démocratie, à l'aide des instruments actuels que représentent les technologies de l'information et de la communication ainsi que d'autres méthodes d'amélioration de la production, de la productivité, et l'inclusion formelle des pauvres et des marginaux dans les économies de leurs pays. À cet égard les secteurs informels comptent un nombre élevé de personnes dans le Continent.

L'Atelier a réaffirmé qu'il est impératif de renforcer les institutions de recherche et de développement en matière de science et de technologie, de leur allouer des ressources et de les encourager à travailler avec les pauvres afin de répondre à leurs besoins fondamentaux, soit la santé, l'assainissement, l'éducation, le logement et l'alimentation. Il est arrivé à la conclusion que la création d'emplois est l'un des facteurs déterminants de l'élimination de la déception, de la frustration, du crime et de la violence dans les principaux faubourgs des pays pauvres de la région. L'éducation en science, technologie et ingénierie, a-t-on fait valoir, doit servir à apporter des réponses au secteur des entreprises et au secteur industriel et à apprendre conjointement avec ces secteurs.

Les pays pauvres devront s'habituer non seulement à utiliser, mais aussi à créer des technologies génériques, telles que la biotechnologie (pour les producteurs et les communautés rurales pauvres en tant qu'élément indispensable à la sécurité alimentaire) et les technologies de l'information et de la communication.

Sur la question de l'égalité des sexes, on a fait remarquer que les femmes et les enfants sont en bas de l'échelle économique et que cette situation doit changer si les sociétés veulent déployer leurs compétences. L'aliénation des garçons et des hommes a été perçue comme un problème social plus important et intraitable qui nécessite de nouvelles stratégies scientifiques et technologiques en faveur de l'éducation, de l'apprentissage et de l'esprit d'initiative dans l'entreprise privée.

En guise de conclusion, il importe d'observer que la science et la technologie en faveur du développement social exigeront de nouvelles formes de capital-risque qui permettent d'établir les liens nécessaires entre les universités, les centres de recherche et le secteur privé pour que ces acteurs puissent œuvrer à l'unisson en faveur du développement social.

Mention a été faite de la promotion d'un échange d'informations aux niveaux régional et sous-régional grâce à la création d'une base de données électronique dans laquelle seront enregistrés les échecs et les succès de la lutte contre la pauvreté.

Rapport de l'Atelier, offert en Équateur, sur les politiques continentales relatives à la science, à la technologie et à l'innovation en faveur du développement scientifique et technologique dans les Amériques, présenté par le Dr Alfredo Valdivieso

Le Dr Alfredo Valdivieso a indiqué que l'objectif principal de l'atelier était la formulation de politiques scientifiques et technologiques pour le Continent américain dans les domaines de la biotechnologie, des technologies propres et des énergies renouvelables, des technologies de l'information et des réseaux avancés, ainsi que des matériaux et de la nanotechnologie convergeant vers la mise en place de politiques et de stratégies nationales dans chaque pays membre; le renforcement des communautés et institutions scientifiques; l'appui aux pays dans lesquels la science et la technologie sont en cours de développement; la formation des ressources humaines; la promotion de l'établissement de réseaux; la promotion de la recherche conjointe Sud Sud et Nord Sud; la construction de l'infrastructure, y compris la cyber-infrastructure, et l'investissement y afférent.

En ce qui concerne l'investissement dans la science et la technologie, il a indiqué que l'équivalent de 1% du PIB d'un pays ne suffit pas pour atteindre des niveaux critiques de développement et il a souligné que l'appui politique est indispensable, qu'il faut penser que la science et la technologie sont un investissement, non une dépense, que les pays asiatiques sont un exemple manifeste de l'amélioration du niveau de vie et de développement à mesure qu'augmente l'investissement dans la science et la technologie, et il a souligné la Corée comme exemple emblématique.

À propos de la nécessité de créer une entité régionale scientifique de recherche pour les Amériques, il a mentionné que l'intégration économique et commerciale n'est pas suffisante pour la région Amérique latine, et qu'il est nécessaire de créer un secteur régional en matière de science et de technologie.

Quant aux implications globales de la recherche scientifique, il a mentionné que les politiques et recommandations en faveur du développement de la science et de la technologie peuvent servir de ressources et de références pour d'autres régions.

Il a conclu en appelant à une collaboration active, en soulignant qu'il faut une communauté scientifique forte et engagée, un réseau actif de collaboration entre les institutions scientifiques, que la collaboration peut être complétée par des compétences et des ressources financières pour des projets et des programmes ambitieux qui peuvent être entrepris au profit des pays de la région, et que l'engagement des États membres est essentiel pour progresser dans le développement de la science et de la technologie.

Rapport de l'Atelier, offert au Brésil, sur les politiques continentales relatives à la science, la technologie et l'innovation en faveur de la popularisation de la science et de la technologie, présenté par le Dr Alfredo Tolmasquim

Le Dr Alfredo Tolmasquim s'est déclaré très satisfait d'avoir participé à l'organisation de l'atelier sur la popularisation de la science et de la technologie qui avait pour objectif l'élaboration de politiques continentales et il remercia la Directrice et le personnel du Bureau de la science et de la technologie, en particulier le Dr Héctor Herrera d'en avoir assuré la coordination. Il a estimé que cet atelier a été une activité novatrice et révolutionnaire de la COMCYT, qui s'inscrit dans la ligne de la politique actuelle du gouvernement brésilien. Il a indiqué que pour parvenir au développement économique, il faut penser au développement technologique, social et humain. Il existe, a-t-il mentionné, une relation entre l'investissement dans la science et la technologie et les pays qui ont le niveau le plus élevé de développement économique, social et humain.

La popularisation de la science a été comprise comme un élément nécessaire et fondamental pour la formation de citoyens critiques conscients de leur rôle et de leur insertion dans les sociétés technico scientifiques qui caractérisent les temps modernes. De cette façon, les citoyens contribuent à la stabilité démocratique, au développement durable et à la préservation de l'environnement. Un deuxième aspect est la question économique, car elle assure la formation des ressources humaines, encourage la créativité

et l'innovation et renforce le système d'éducation. Aujourd'hui, dans les sociétés compétitives technico-scientifiques il est encore plus nécessaire de disposer de ressources humaines ayant une solide formation. Non moins importante est la vision de chacun, c'est-à-dire la popularisation de la science en tant que moyen de satisfaire davantage la population et de rehausser sa propre estime.

Ont participé à l'atelier cinquante six experts provenant de douze pays, dont des spécialistes de la gestion dans les domaines scientifique et technologique, des scientifiques, des éducateurs, des journalistes, des muséologues et des professeurs d'université. Ils ont proposé une réflexion sur la signification de la popularisation de la science et les mécanismes y afférents, encouragé le dialogue orienté vers la formulation de propositions et de programmes conjoints de popularisation de la science, notamment sur le sujet des musées de science, de l'inclusion numérique, de l'accès à l'Internet et des foires scientifiques. Il a indiqué que l'atelier a été fondé sur des principes et suppositions de base concernant l'accès aux avantages et au savoir découlant de la science et la technologie en tant que droit de tout citoyen et devoir de l'État de respecter ce droit. La popularisation de la science et de la technologie doit respecter les connaissances et les cultures locales, en particulier pour ce qui a trait à la culture des peuples autochtones; la popularisation de la science doit être guidée par les principes de base de l'éthique et la responsabilité sociale; et elle doit être axée sur la formation de citoyens critiques et conscients de leur rôle social, rivalisant pour élargir l'inclusion sociale et réduire les déséquilibres régionaux. Il a mentionné que le rapport détaillé de l'atelier comprend toutes les propositions qui ont été évoquées pendant l'atelier, y compris certaines relatives aux ressources et à la nécessité de les trouver, alors que d'autres proposent des solutions créatives ou l'établissement de nouveaux modèles qui n'impliquent pas de coûts, mais le changement des normes et de l'orientation des institutions financières, par exemple en ce qui concerne l'évaluation des scientifiques.

Enfin, le programme de coopération continentale de l'atelier comporte six principes de base: créer un comité de coordination des activités qui intègre les agents des réseaux déjà existants, encourager l'incorporation de nouveaux participants; convoquer des réunions annuelles pour le suivi, l'évaluation et la mise en commun des activités menées; favoriser la création d'une base de données commune au niveau continental, la mise en place de mesures, d'agents et d'espaces communs liés à la popularisation de la science; créer des formes et des espaces de communication continentale au moyen de la convergence des moyens et du développement des technologies; encourager l'échange des données d'expériences relatives à la popularisation de la science et de la technologie, telles que notamment sur les expositions et les matériels de divulgation; et promouvoir des activités de formation des ressources humaines pour la popularisation de la science et la technologie.

Il a terminé son exposé en soulignant l'appui prêté par la COMCYT à la popularisation de la science, et invité les pays non participants à faire partie de ce projet.

Rapport de l'Atelier de consolidation des politiques continentales relatives à la science, la technologie et l'innovation, offert à Washington D.C. et présenté par le Dr Alice Abreu

Le Dr Alice Abreu, Directrice du Bureau de la science et la technologie de l'OEA, a remercié tous les pays d'avoir participé aux cinq ateliers pour atteindre leurs objectifs et a présenté son rapport en mettant l'accent sur l'ensemble des propositions de politiques consolidées qui ont émané de ces ateliers.

Le Dr Abreu a également parlé des activités du Programme de science et de technologie de l'OEA pour la coopération continentale de l'OCyT/OEA et a expliqué que l'OCyT coordonne les activités se rapportant aux mandats de l'Assemblée générale de l'OEA ainsi que du processus des Sommets des Amériques en matière de science, de technologie, d'ingénierie et d'innovation, ainsi que dans les domaines qui y sont liés, notamment l'éducation, le commerce, le développement social, le développement durable et l'environnement, les technologies de l'information et de la communication, le

développement industriel et l'appui aux petites et micro entreprises, en ayant comme objectif principal la réduction de la pauvreté dans les États membres du Continent.

Elle a indiqué que depuis 1999, l'OCyT fait fonction de Secrétariat technique de la COMCYT, de la Réunion des Ministres et hauts responsables chargés de la science et de la technologie, du Programme du Marché commun des connaissances scientifiques et technologiques (MERCOCYT), et de la Commission pour le développement scientifique et technologique de l'Amérique centrale et du Panama (CTCAP). L'OCyT fait aussi fonction de Secrétariat exécutif du Système interaméricain de métrologie (SIM) et maintient des relations étroites avec la Commission panaméricaine des normes techniques (COPANT), et la Coopération interaméricaine d'accréditation (IAAC).

Elle a fait des commentaires sur les thèmes spécifiques suivants:

Science, technologie et innovation en faveur de la compétitivité continentale

Le Dr Abreu a fait savoir que pendant le processus des Sommets des Amériques, des domaines importants ont été définis, qui ont fait l'objet de mandats liés à la consolidation des progrès scientifiques et technologiques fondés sur la créativité locale et l'adaptation et l'adoption des technologies de pointe. L'OCyT, a-t-elle indiqué, axera ses futures activités sur les domaines des services technologiques, de la biotechnologie et de la technologie des aliments, des technologies de l'information et de la connectivité, des réseaux thématiques multinationaux, des énergies renouvelables et des technologies propres, y compris l'intégration de la question de la parité hommes-femmes en science et technologie.

Projet de coopération continentale et développement de politiques scientifiques et technologiques

Le Dr Abreu a indiqué que l'objectif principal de ce projet est l'élaboration de politiques et de stratégies scientifiques et technologiques pour les Amériques dans les domaines prioritaires définis par la COMCYT. Elle a déclaré que l'OEA s'efforce de trouver des orientations qui contribuent au renforcement de la capacité scientifique et technologique des États membres et à une réduction de la fracture existante non seulement entre les États membres, mais aussi à l'intérieur de leurs propres frontières. Elle a précisé que les propositions de politiques et recommandations émanant de ce projet constitueront le fondement des questions de fond qui figureront à l'ordre du jour de la Première Réunion des Ministres et hauts responsables chargés de la science et de la technologie dans le cadre du CIDI qui aura lieu à Lima (Pérou) les 11 et 12 novembre 2004. Cet ordre du jour devrait favoriser la révision et l'actualisation des mandats énoncés à la dernière réunion ministérielle tenue en 1996, ainsi que la formulation de nouveaux mandats en faveur du renforcement du développement de la science et de la technologie dans les Amériques au vingt et unième siècle.

Elle a mentionné les quatre composantes du projet qui ont été incorporées à l'atelier sur la science, la technologie et l'innovation en faveur d'un accroissement de la compétitivité dans le secteur productif, qui a été coordonné par l'Argentine; l'atelier sur le développement scientifique et technologique dans les Amériques, qui a été coordonné par l'Équateur; l'atelier sur la popularisation de la science, qui a été coordonné par le Brésil; et l'atelier sur la science et la technologie en faveur du développement social, coordonné par la Jamaïque.

Elle a parlé de l'importance que revêt l'agenda 2004-2005, en mettant l'accent sur les résultats de l'atelier de consolidation des politiques continentales relatives à la science et la technologie pour les Amériques tenu la veille, soit le 14 avril 2004. Elle a souligné l'importance de la tenue de la quatrième Réunion ordinaire de la COMCYT, a évoqué la Première Réunion des Ministres et hauts responsables chargés de la science et de la technologie dans le cadre du CIDI, qui aura lieu les 11 et 12 novembre 2004, et le Sommet des Amériques prévu pour 2005 en Argentine.

Propositions consolidées des politiques continentales relatives à la science et la technologie pour les Amériques

Les accords qui ont émané des quatre ateliers décrits ci-dessus, organisés dans le cadre du Projet de coopération continentale et d'élaboration de politiques scientifiques et technologiques soulignent l'importance fondamentale que revêt pour les pays de la région l'incorporation de la science et de la technologie comme moteur de leurs stratégies de développement économique, a précisé le Dr Abreu. Les thèmes centraux portent sur l'investissement dans la science, la technologie et l'innovation dans les Amériques et la promotion de l'innovation dans le secteur productif; la nécessité de mettre en place une entité de recherche régionale pour les Amériques; les conséquences mondiales de la recherche scientifique dans les Amériques; la collaboration et la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation; la science et la technologie dans la démocratie et le développement social; la nécessité de tenir compte des sciences sociales dans tout le développement scientifique et d'accroître l'interaction et la recherche conjointe entre spécialistes des sciences naturelles et des sciences sociales; et l'importance de mesurer l'impact social des programmes nationaux et régionaux de science et de technologie en faveur du développement moyennant l'expansion et le renforcement des réseaux d'indicateurs déjà existants. Les propositions de politiques générales comprennent l'élaboration de politiques et de stratégies nationales dans chaque pays; le renforcement de la communauté scientifique et des institutions scientifiques aux niveaux national et régional; l'appui aux pays qui sont à la traîne dans les domaines de la science et de la technologie; le projet d'agenda continental pour la popularisation de la science et de la technologie; la formation et le perfectionnement des ressources humaines; la promotion de la création de réseaux d'individus et d'institutions scientifiques et technologiques; la promotion d'une recherche de collaboration dans des projets comportant une interaction Sud Sud et Nord Sud; l'identification de centres d'excellence pour la recherche et la formation dans la région; la collaboration avec d'autres institutions régionales et internationales qui ont des objectifs communs; la promotion de *clusters* et d'associations d'entreprises; le développement de l'infrastructure institutionnelle nationale; la propriété intellectuelle; le développement industriel et le transfert de technologie; les normes et services de base; le développement d'un programme d'indicateurs de science et de technologie; la science et la technologie visant à promouvoir et élargir la démocratie; l'infrastructure de l'information et de la communication et le fossé numérique.

Atelier - Science, technologie et innovation en faveur d'un accroissement de la compétitivité dans le secteur productif: offert à Buenos Aires (Argentine), 17-19 novembre 2003

Cet atelier a été coordonné par le Secrétariat à la science, la technologie et l'innovation productive (SECYT) de l'Argentine et le Bureau de la science et de la technologie de l'OEA. Y ont participé dix-sept experts provenant de onze pays membres et d'agences de coopération internationale. Quatre domaines de politique y ont été définis pour le secteur productif, qui ont des conséquences paradigmatiques profondes qui indiquent un changement qualitatif des manières de penser et d'agir actuelles qui comprennent la reconnaissance du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans la compétitivité; une nouvelle conception du modèle d'innovation; la qualité en faveur de la compétitivité; et l'adaptation des activités au marché. Les mécanismes d'application des politiques comprennent des outils de financement souples, des incitations fiscales; le perfectionnement des ressources humaines pour le secteur productif; le renforcement des systèmes intégrés de métrologie qui favorisent la conformité du processus d'évaluation; la promotion de noyaux et d'associations d'entreprises; le développement d'une infrastructure institutionnelle nationale; le transfert, l'identification et le suivi de la technologie; et la réforme institutionnelle de la propriété intellectuelle.

Atelier – Développement scientifique et technologique dans les Amériques: prévu à Quito (Équateur), 10-12 décembre 2004

Cet atelier a été coordonné par la Fondation pour la science et la technologie (FUNDACYT) d'Équateur et le Bureau de la science et de la technologie de l'OEA. Y ont participé une quarantaine d'experts provenant de dix pays membres. La *National Science Foundation* (NSF) des États-Unis a financé la participation d'une douzaine d'experts. Quatre domaines d'activité ont été définis, à savoir la biotechnologie; les technologies propres et les énergies renouvelables; les réseaux avancés et les technologies de l'information; et les matériaux et la nanotechnologie. Elle a résumé les recommandations de politiques formulées dans chacun de ces domaines, c'est-à-dire:

a) Biotechnologie

L'atelier a jugé que la biotechnologie est l'une des technologies les plus prometteuses de notre temps, un domaine multidisciplinaire qui utilise des techniques pour manipuler des systèmes biologiques, en offrant des biens et des services, et qu'elle est étroitement liée à la bioinformatique du fait de la nécessité de disposer de ressources intensives sous forme de bases de données et de matériel informatique. Ayant des rapports avec la biotechnologie, la nanotechnologie pourrait compléter et étendre considérablement ses possibilités d'application. Un investissement parallèle et un développement intégré qui recoupe ces domaines sont donc nécessaires. Pour obtenir un niveau élevé de connaissances en biotechnologie, l'atelier recommande un renforcement par les pays de la région de leur engagement envers le développement et la recherche, le déploiement d'activités de collaboration au niveau continental, le développement d'une infrastructure et de ressources humaines, et l'établissement d'un cadre juridique pour le développement biotechnologique. Les thèmes de recherche recommandés sont l'agriculture et l'aquaculture, le bien-être humain et la santé et l'environnement. Des discussions ont aussi eu lieu sur les mécanismes de promotion et d'encouragement de la recherche faite en collaboration, la nécessité de mettre en place des réseaux pour ce secteur, la création et le développement de capacités, les besoins de communication et d'éducation et l'élaboration de stratégies et de politiques.

b) Technologies propres et énergies renouvelables

Cet atelier a notamment fait observer la tendance à la pollution dans les pays moins développés, en indiquant le manque de production propre dans leurs cultures, en raison de leurs limitations technologiques. Il a également fait observer que ces pays ne sont pas ceux qui contribuent le plus à la pollution. Le contrôle de la pollution n'est pas une priorité dans l'affectation des ressources par l'État. Les gouvernements de ces pays n'ont généralement pas l'habitude d'affecter un financement suffisant pour l'élaboration de projets scientifiques et technologiques, en particulier de ceux qui sont consacrés à l'étude des technologies propres et des énergies renouvelables. Certaines recommandations visant à améliorer ce secteur sont ciblées sur des thèmes spécifiques, des mécanismes de promotion de la collaboration dans le domaine de la recherche, l'établissement de réseaux de formation et de perfectionnement des ressources humaines, des activités de renforcement des infrastructures de la communauté scientifique dans ce domaine et l'assistance technique prêtée aux gouvernements des pays des Amériques pour l'élaboration d'une stratégie relative aux technologies propres et aux énergies renouvelables.

c) Technologies de l'information et réseaux avancés

L'on a observé que les réseaux avancés et l'infrastructure de l'information constituent un véhicule indispensable pour faire progresser les pays de la région vers des économies compétitives fondées sur le savoir, et ils renforcent d'autres domaines de la science tels que la santé et l'éducation. Ils ouvrent l'accès aux ressources technologiques et scientifiques mondiales et encouragent les activités

économiques et sociales essentielles. Les réseaux avancés et l'infrastructure de l'information consistent en des personnes, des réseaux, des logiciels, des ressources de stockage et d'informatique, des bibliothèques numériques, des bases de données scientifiques, des instruments scientifiques, des installations locales et des capteurs. En ce qui concerne les politiques et les cadres réglementaires, l'atelier a recommandé d'investir dans les réseaux avancés nationaux pour encourager le développement économique national et régional en vue de connecter chaque université et centre de recherche disposant d'une capacité de connexion minimale de 100 Mbps (méga bits par seconde) à l'ensemble mondial des réseaux d'éducation et de recherche d'ici la fin de 2006; et de promouvoir des politiques et un cadre réglementé qui favorise le développement d'une infrastructure de réseaux avancés et un accès rapide aux nouvelles technologies pour la recherche et l'éducation. En termes de création et de développement de la capacité, l'atelier a recommandé d'investir dans les moyens de recherche des universités et centres de recherche pour permettre de créer des réseaux et d'utiliser ceux qui existent déjà; et d'investir dans les ressources humaines pour construire des communautés d'utilisateurs des infrastructures de réseaux avancés, les gérer, maintenir et aider. En tant que stratégies d'appui, il a recommandé de divulguer l'importance, les avantages et les utilisations des réseaux auprès de la presse locale, des autorités et des communautés; de créer des associations, en mettant particulièrement l'accent sur la nécessité de la recherche, de l'éducation et des nouvelles technologies. Il faut s'attacher d'abord à mettre en place une infrastructure de l'information et de la communication, en l'étendant successivement pour qu'elle passe de l'échelle nationale, à l'échelle régionale, à l'échelle continentale et enfin mondiale. Il est nécessaire de commencer par installer des capacités de réseautage à large bande pour ceux qui en ont un besoin immédiat, comme par exemple les universités et les hôpitaux. L'atelier a recommandé de promouvoir l'utilisation de réseaux au sein du gouvernement; d'encourager de nouveaux modèles d'organisation des télécommunications, tels que les réseaux des universités et un spectre de fréquences non réglementé; de travailler avec les municipalités à l'établissement de réseaux de fibre optique pour les universités.

d) Matériels et nanotechnologie

La recherche sur les matériels, interdisciplinaire de nature, comprend des concepts de science et d'ingénierie. Il s'agit d'un domaine qui est en évolution permanente. La nanotechnologie fondée sur la recherche sur les matériels à l'échelle manométrique résulte de la convergence de divers domaines qui permettent le phénomène de la nano échelle applicable aux nouvelles technologies. Il existe de grandes possibilités de progrès dans les économies et les sociétés des Amériques avec l'élaboration d'un programme général effectif de recherche sur les matériels et en nanotechnologie. Les recommandations et stratégies à appliquer dans cette branche consistent à définir des thèmes spécifiques pour le Continent, qui sont aussi importants que les possibilités liées aux besoins impérieux des Amériques, tels que les nano bio matériels, la nanotechnologie fondée sur l'optique, l'électronique, la chimie et l'environnement; l'application de mécanismes qui encouragent une recherche en collaboration, la création de réseaux pour la valorisation et la formation des ressources humaines; les activités qui renforcent la structure de la communauté scientifique dans ces domaines et l'assistance technique aux gouvernements.

Atelier – Popularisation de la science: offert à Rio de Janeiro (Brésil), 2-5 février 2004

L'atelier a été coordonné par le Ministère de la science et de la technologie et par le Musée d'astronomie et des sciences connexes (MAST) du Brésil, ainsi que par le Bureau de la science et la technologie de l'OEA. Il a été financé par le gouvernement brésilien et ses participants étaient des experts et des représentants de douze pays membres. L'atelier portait sur la popularisation de la science et la technologie en tant qu'ensemble d'activités comprenant la diffusion, l'intégration et la valorisation des avantages découlant de la science et de la technologie, dont l'esprit critique, les idées, les valeurs, l'histoire et la sociologie du savoir, une approche scientifique et les résultats de la recherche scientifique et du développement technologique. L'atelier a conclu qu'il était nécessaire de créer des politiques continentales qui coordonnent des actions rigoureuses et efficaces entre les pays des Amériques et qui

permettent une expansion des efforts d'alphabétisation scientifique et technologique de la population. Des recommandations et activités ont été proposées pour la définition d'un système de popularisation et de principes en vue de la mise en place de politiques continentales de popularisation de la science. Celles-ci prévoient des mesures de politique et de coopération, des agents pour la popularisation de la science, l'interaction de la popularisation de la science et des activités d'éducation formelles et non formelles visant à réaliser l'inclusion sociale, le contrôle et le suivi, ainsi que des systèmes d'évaluation, qui ont abouti à une proposition d'agenda de popularisation de la science et de la technologie pour une coopération continentale.

Atelier – Science et technologie en faveur du développement social: offert à Kingston (Jamaïque), 3-5 mars 2004

L'atelier a été coordonné par la Commission nationale pour la science et la technologie (NCST) de la Jamaïque et le Bureau de la science et de la technologie de l'OEA. Y ont participé vingt-quatre experts provenant de douze pays membres de l'OEA. Les contributions potentielles de la science et de la technologie au développement social national et régional dans les quatre domaines essentiels ont été examinées, à savoir: la couverture des besoins essentiels; l'éducation pour l'élimination de la pauvreté; la création d'emploi et la micro entreprise; et l'accès universel et démocratique aux technologies de l'information et de la communication par une résorption de la fracture numérique (*bridging of the digital divide*), au moyen de recommandations générales et particulières.

Les recommandations particulières ont été orientées vers la formulation de politiques continentales qui comportent les applications de la science et de la technologie en faveur du développement social en termes de démocratie participative, de création d'emplois, de besoins essentiels, de potentiel économique au moyen de la réduction de la pauvreté, de la création d'emplois, de l'éducation scientifique, de la prise en compte de la perspective hommes-femmes et de l'incorporation des technologies de l'information et de la communication.

Les recommandations générales relatives à la science et à la technologie en faveur du développement social soulignent l'importance que revêtent la science et la technologie dans la promotion et l'expansion de la démocratie; l'adoption d'une perspective scientifique à tous les niveaux de la société pour le développement social; l'importance du rôle que jouent la science et la technologie dans la réalisation du développement social dans les Amériques et les objectifs de développement du millénaire; la nécessité pour nos gouvernements d'accroître l'investissement dans la recherche et le développement scientifique au moyen de mécanismes de financement novateurs; l'adoption de politiques nationales et régionales qui impulsent les liens et la coopération entre la communauté scientifique et les institutions et agences qui se consacrent au développement social; l'incorporation des applications scientifiques et technologiques dans tous les secteurs du gouvernement en rapport avec le développement; la prise en compte de la perspective des sciences sociales dans le développement scientifique et une plus grande interaction et recherche conjointe entre les spécialistes des sciences naturelles et des sciences sociales; et l'évaluation de l'impact social des programmes nationaux et régionaux de science et de technologie par l'expansion et le renforcement des réseaux d'indicateurs existants.

Atelier de consolidation des politiques continentales relatives à la science et à la technologie

Le Dr Abreu a ensuite indiqué que les délégués de la COMCYT réunis le 14 avril 2004 ont analysé et débattu le document sur la consolidation des propositions de politiques continentales relatives à la science et à la technologie élaboré par le Bureau de la science et de la technologie de l'OEA et a présenté les conclusions et recommandations formulées par l'Atelier de consolidation, qui figurent à continuation.

- Les délégués ont reconnu l'importance et la richesse du matériel émané des ateliers et ils ont recommandé leur publication et leur vulgarisation aux fins d'envoi aux pays.
- Ils ont reconnu le caractère dynamique de la participation au processus mené durant les quatre ateliers préalablement à la présente réunion.
- Ils ont recommandé d'utiliser les questions centrales et les dix-sept propositions émanées des quatre ateliers résumés dans le document susmentionné, pour les consolider ensuite comme éléments clés de l'élaboration du Plan d'action

Sur la base des éléments énoncés, les délégués ont suggéré l'élaboration d'un document de politique [et d'un plan d'action] destiné à la Première Réunion des Ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie dans le domaine du CIDI, laquelle doit avoir lieu à Lima les 11 et 12 novembre 2004. Ce document recueille et agence les critères énoncés [aux ateliers] sur la base des éléments suivants:

- Établir des différences dans les niveaux d'action en ce qui a trait aux politiques proposées: aux échelons national, régional et au sein des institutions internationales ou multilatérales.
- Organiser les propositions en trois volets: a. Formulation de politique; b. Développement de capacités à travers la formation, les réseaux et le développement d'une infrastructure de science, de technologie et d'ingénierie, etc. questions spécifiques dans des domaines d'intérêt commun.
- Lier les propositions de politiques et d'actions présentées avec les engagements exprimés dans la Déclaration et le Plan d'action de Cartagena en vue d'évaluer les progrès et proposer de nouveaux thèmes en fonction du stade de la science et de la technologie dans les secteurs stratégiques identifiés.

La science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation étant le moteur du développement économique et social, il faut réitérer le besoin d'incorporer ces facteurs et de les développer dans le cadre des stratégies et plans de développement des pays.

Le Dr Abreu a indiqué que les participants aux ateliers étaient en général d'accord pour reconnaître l'importance fondamentale que revêt pour les pays de la région l'incorporation de la science et de la technologie en tant que moteur de leur stratégie de développement économique. Elle a expliqué que les thèmes centraux sont articulés autour des points suivants:

- l'investissement dans la science, la technologie et la promotion de l'innovation dans le secteur productif des Amériques,
- la nécessité de mettre en place une entité régionale de recherche scientifique pour les Amériques,
- les implications mondiales de la recherche scientifique dans les Amériques,
- l'importance de la collaboration dans le développement national et régional de la science et de la technologie,
- le rôle joué par la science et la technologie dans la démocratie et le développement social,
- la nécessité d'incorporer la perspective des sciences sociales dans le développement scientifique et d'accroître l'interaction et les activités de recherche communes entre les spécialistes des sciences naturelles et des sciences sociales, et

- l'importance de l'évaluation de l'impact social des programmes nationaux et régionaux de science et de technologie dans le développement, au moyen de l'expansion et de la consolidation du réseau d'indicateurs en matière de science et de technologie déjà en place.

Elle a résumé les propositions générales de politiques qui ont été traitées et recommandées par les experts en science et en technologie de la région ayant participé aux ateliers continentaux, propositions qui sont décrites de façon détaillée à continuation.

1. Élaboration de stratégies et de politiques nationales dans chaque pays du Continent.
2. Renforcement de la communauté scientifique et des institutions scientifiques à l'échelon national et régional.
3. Concentration des efforts sur les pays qui accusent un retard en science et en technologie.
4. Proposition d'agenda pour une coopération continentale afin de vulgariser la science et la technologie.
5. Formation et éducation des ressources humaines.
6. Promotion de la formation de réseaux d'institutions scientifiques et de chercheurs.
7. Stimulation de la recherche participative dans des projets impliquant des interactions Sud-Sud et Nord-Nord (triangulation).
8. Identification de centres d'excellence pour la formation et la recherche dans la région.
9. Collaboration avec d'autres institutions internationales et régionales qui partagent les mêmes objectifs.
10. Promotion de pôles et d'associations d'entreprises
11. Développement de l'infrastructure institutionnelle nationale
12. Propriété intellectuelle
13. Transfert des technologies et développement industriel (incubateurs)
14. Installations et normes
15. Développement d'un programme sur les indicateurs scientifiques et technologiques
16. Science et technologie en faveur de la promotion et de l'expansion de la démocratie
17. Sciences électroniques, infrastructure de l'information et de la communication et fracture numérique.

Elle a indiqué que les délégués ont rendu hommage à la dynamique du processus de participation pendant la tenue des cinq ateliers du Projet de coopération et de développement de politiques scientifiques et technologiques et qu'ils ont souligné l'importance de leurs rapports et ont demandé qu'ils soient publiés et diffusés. De même, en se fondant sur les éléments susmentionnés, les délégués ont proposé l'élaboration d'un document de politique pour la Première Réunion des Ministres et hauts responsables chargés de la science et de la technologie dans le cadre du CIDI qui aura lieu à Lima (Pérou) les 11 et 12 novembre 2004, et ont décidé d'adopter la structure et le contenu du document des propositions de politiques continentales figurant aux Tableaux 1 et 2.

Ensuite, après que plusieurs délégués eurent mis en exergue le travail de l'OCyT, le Dr Francisco Ferrandiz, CYTED (Programme ibéroaméricain de science et de technologie en faveur du développement), a réaffirmé son souhait de collaborer en mettant l'accent sur l'attention que prête son organisation à des thèmes comparables à ceux qui ont été traités à la réunion. Par ailleurs, le Dr Hrach

Semerjian, Directeur, NIST (*National Institute of Standards and Technology* des États-Unis), a déclaré que la science et la technologie sont les piliers de l'infrastructure du développement économique des pays qui contribuent au commerce, encouragent l'innovation et améliorent la qualité de vie des pays. Il a mentionné que la science et la technologie sont les fondements de l'infrastructure du développement économique et il a précisé que les méthodes de mesure et la métrologie forment à leur tour l'infrastructure de la science et de la technologie, parce qu'elles facilitent le commerce national et international, encouragent l'innovation et améliorent la qualité de vie (eau et santé). Il a mentionné le SIM (Système interaméricain de métrologie, de normalisation, d'accréditation et de qualité), ses programmes d'échange et sa contribution en matière de formation et d'expérience.

Le délégué du Costa Rica a souligné l'importance de la métrologie et des systèmes nationaux de qualité en tant que thèmes prioritaires pour la compétitivité des pays; et le délégué d'El Salvador a insisté sur l'énorme travail accompli par les pays dans les ateliers, en mettant l'accent sur le thème de la stratégie et des modèles de transfert, ainsi que sur les connaissances des projets en cours d'exécution qui pourront être intégrés. Le Dr Abreu a remercié les spécialistes de leur collaboration à ces ateliers et a invité les participants à créer un groupe de travail qui sera chargé de formuler une première version d'un document pour la réunion des ministres, qui sera sujet à des observations et propositions. Elle a évoqué la possibilité que ce groupe tienne deux réunions préparatoires à Washington D.C., la première en juin et la seconde en septembre 2004, et lui a offert un salon virtuel qui sera mis à sa disposition par le Bureau de la science et de la technologie pour faciliter la communication pendant les travaux préparatoires de la Réunion des Ministres.

Les délégués ont approuvé le document consolidé par acclamation.

Puis, le Président a passé la parole à la déléguée de la Colombie, le Dr María del Rosario Guerra, qui a fait un exposé sur la coopération horizontale dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation dans les Amériques. Celle-ci a exposé l'importance que revêt la coopération horizontale pour le développement scientifique et technologique et pour l'innovation et a mentionné que l'une des préoccupations principales qui se dégagent des mandats émanés des trois Sommets des Amériques est la réduction de la dispersion existante des efforts scientifiques et technologiques entre les pays du Continent.

Elle s'est référée aux thèmes qui présentent un intérêt et qui sont encouragés principalement par les bureaux de science et de technologie des différentes organisations du système interaméricain, à savoir: le développement productif, les politiques relatives à la science et à la technologie, les systèmes d'information liés au développement productif, la popularisation et l'intégration de la science et de la technologie, la propriété intellectuelle, le financement de la science et de la technologie, la prospective technologique, le développement durable et des programmes spécifiques concernant la capacité scientifique, les réseaux de science et de technologie, les programmes d'ingénierie explicitement définis. Elle a jugé que la popularisation et l'intégration de la science sont les domaines auxquels les organismes du Continent consacrent la plus grande partie de leur travail, suivies du développement durable.

En ce qui concerne le processus d'innovation technologique, elle a mentionné qu'il est étroitement lié à la mondialisation du système économique comme le déclare à juste titre l'ONU dans son projet Millénaire 2015, et elle a énuméré les 3 sources d'une innovation technologique accélérée:

1. Les gouvernements en qualité de facilitateurs au moyen de la promotion et de la création d'institutions qui servent de support à la prise de décisions.
2. Les institutions d'enseignement de la science, de la technologie et de l'ingénierie qui créent une capacité interne propre pour former, préparer et perfectionner les ressources humaines, en particulier en ingénierie.

3. Le secteur des entreprises en tant que principales institutions du changement économique, parce qu'elles constituent l'élément le plus critique dans lequel l'apprentissage de la science et la technologie acquiert une signification économique.

Elle a expliqué que pour cette raison les pays du Continent ont le choix entre trois possibilités pour progresser sur la voie du développement technologique et de l'innovation:

1. la jouissance internationale de la technologie produite comme moyen le plus rapide de créer de nouveaux débouchés, d'attirer l'investissement étranger, d'actualiser les capacités technologiques et d'établir des liens avec les chaînes mondiales de valeur ajoutée.
2. la création de l'innovation au niveau mondial.
3. la collaboration mondiale en matière technologique dans laquelle nos pays œuvrent ensemble à l'élaboration de projets d'impact pour résoudre certains de nos problèmes dans des domaines tels que, par exemple, le génome, la santé, le développement agropastoral ou la biotechnologie agricole.

Le Dr Guerra a résumé l'importance du partenariat en six grands thèmes:

1. Renforcer les systèmes nationaux de science, de technologie et d'innovation dans lesquels la conception tient compte des institutions publiques et privées.
2. Compléter les ressources, qui sont rares, tant sur le plan financier pour impulser les projets que sur le plan humain pour renforcer les réseaux et les processus de recherche, l'infrastructure destinée à des laboratoires centres d'excellence et centres de développement technologique,
3. Accroître et consolider la capacité d'effectuer des travaux de recherche, de renforcer le développement technologique, de gérer, de négocier et d'intégrer la technologie,
4. Mener des activités de coopération dans le cadre du processus de sensibilisation des acteurs nationaux,
5. S'intégrer aux courants dans lesquels apparaissent et circulent les connaissances,
6. Évaluer l'impact des stratégies nationales et en modifier l'orientation.

Elle a souligné le fait que pour l'Amérique latine et les Caraïbes il est urgent de susciter des compétences humaines pour la compétitivité, d'intégrer la prospective scientifique et technologique à la prospective sociale et celle-ci aux politiques des pouvoirs publics.

Enfin, elle a signalé les trois grands domaines pour les activités de partenariat qui se dégagent des discussions des ateliers appuyés par l'OEA:

1. Coopération visant à renforcer les capacités,
2. Élaboration des systèmes nationaux d'innovation,
3. Intégration sociale de la science et de la technologie.

La première séance plénière s'est terminée à 17 h 15 avec l'allocation du Président, qui remercia tous les participants pour le temps qu'ils ont consacré à cette importante réunion.

C. Seconde Séance Plénière

La seconde séance plénière de la COMCYT a commencé à 9 heures, le vendredi 16 avril 2004, et a été présidée par le Dr Arnoldo Ventura. Les sujets traités sont les suivants:

1. Point 7 de l'ordre du jour: "Stratégies de coopération des organisations internationales et du Système Interaméricain"

Le **Dr Irene Klinger** a commencé la séance plénière en parlant du processus des Sommets des Amériques et des activités scientifiques et technologiques inscrites dans ce cadre. Elle a indiqué que ce processus continental a débuté avec le premier Sommet des Amériques tenu à Miami en décembre 1994, et qui a été marqué par des délibérations sur le processus de la Zone de libre-échange pour les Amériques (ZLEA). Le deuxième Sommet a eu lieu à Santiago du Chili en 1998 et là les chefs d'État et de gouvernement ont souligné l'importance de progresser dans le domaine de l'éducation. Le Troisième Sommet des Amériques, tenu au Québec (Canada) en 2001, s'est terminé avec la formulation de quatre mandats spécifiques figurant dans la Déclaration de Québec, à savoir: renforcer la capacité scientifique et technologique qui est indispensable pour construire des sociétés fondées sur le savoir; promouvoir la popularisation de la science et de la technologie; pousser plus avant la valorisation de ressources humaines de haut niveau pour la recherche et l'innovation; et peaufiner les indicateurs de science et de technologie. Au Sommet de Québec, il a été convenu de tenir un quatrième Sommet des Amériques en 2005 en Argentine, qui coïncidera avec la fin des négociations de la ZLEA prévue pour le début de cette même année. Cependant, le fait que vers le milieu de 2003 plusieurs nouveaux chefs d'État qui n'avaient pas participé au processus des Sommets ont pris le pouvoir comme au Canada, en Argentine et au Brésil, et qu'à cela sont venus s'ajouter les problèmes préoccupants de croissance économique, d'inégalité et de chômage dans les Amériques, un Sommet extraordinaire a eu lieu à Monterrey (Mexique) en janvier 2004. Les thèmes traités à ce Sommet sont axés sur trois domaines d'intervention interdépendants: la croissance économique dans l'équité visant à réduire la pauvreté, le développement social et la gouvernance démocratique. Dans leur Déclaration de Nuevo León, les chefs d'État s'engagent à appuyer les associations de recherche publique et privée et à accroître l'investissement dans le domaine de la science et de la technologie avec l'intention de le fixer à l'équivalent d'un certain pourcentage du PIB, sans toutefois en convenir. Le processus des Sommets analyse les priorités, les besoins et les activités dans le Continent et continue d'évoluer en intégrant le dialogue avec la société civile et le secteur privé. Le développement scientifique technique, ainsi que le trafic de stupéfiants, le terrorisme, les épidémies, le commerce, l'immigration et l'emploi nécessitent un effort collectif et un positionnement du Continent par rapport au reste du monde. En conséquence, on a clairement conscience du fait que ce Continent ne pourra faire partie du monde compétitif et ne pourra résoudre ses problèmes de pauvreté s'il n'y a pas de développement fondamental des domaines scientifique et technologique. Il est aussi nécessaire de produire selon le critère de la valeur ajoutée de manière à vraiment susciter un développement suffisant et résoudre les problèmes de pauvreté dans notre région. L'exécution de ces mandats n'est possible que si chacun de nos pays entreprend un effort dans ce secteur, si chacun de nos ministères s'applique à donner une suite concrète à ces mandats, à définir des indicateurs capables de mesurer les progrès accomplis afin que nous soyons à même de présenter un rapport partiel au prochain Sommet en 2005.

Les délégués ont débattu des thèmes de la sensibilisation des présidents à la science et à la technologie en indiquant que des progrès sont accomplis dans chacun de leur pays, du rapatriement des connaissances et du financement par les organismes internationaux, tels que la BID et la Banque mondiale.

Le **Dr Martha Cehelsky**, Conseillère principale pour la science et la technologie au Département du développement durable, stratégie pour le développement de la Banque interaméricaine de développement (BID), a ensuite pris la parole. Elle a mentionné la façon dont au cours des dernières décennies les pays de la région ont développé une infrastructure considérable en science et en technologie, qui a entraîné des investissements dans l'enseignement supérieur, la science et la technologie, la recherche en agriculture et en technologie et la création de ministères de la science et de la technologie. En ce qui concerne la stratégie de la BID pour le développement de la science et de la technologie, elle estime nécessaire l'adoption d'une nouvelle approche pour accroître l'efficacité des investissements de la Banque en science et en technologie. Elle a évoqué la stratégie relative à la science

et à la technologie en faveur du développement approuvée par la Banque en 2001, en notant le rôle critique que ces deux domaines ont joué dans la croissance économique, la compétitivité dans la nouvelle économie mondiale du savoir et la stratégie qui privilégie le rôle du secteur privé dans les contributions de la science et de la technologie à la productivité et à l'innovation. Elle a indiqué que l'un des principaux objectifs de la stratégie de la BID en la matière est d'appuyer l'investissement dans la formation et la valorisation des ressources humaines à tous les échelons. Au sujet du secteur critique des technologies de l'information, elle a observé que la Banque a aussi créé une nouvelle Division de la technologie de l'information et des télécommunications au Département du développement durable, ainsi qu'une commission de haut niveau chargée des technologies de l'information et de la communication en faveur du développement, laquelle est présidée par le Vice-président de la planification et de l'administration de la Banque. Selon elle, le moyen de renforcer la capacité scientifique et technologique sera aussi influencé par d'autres activités, y compris la mise en place de structures d'appui politique et institutionnel.

La parole a ensuite été donnée au **Dr Robert Watson**, Scientifique en chef et Directeur à la Banque mondiale, qui a parlé de l'engagement de la Banque envers la science et la technologie depuis sa fondation, ayant facilité l'acheminement de près de EU\$500 millions par an vers ce domaine, dont plus de la moitié a été consacrée au secteur agricole, pour la plus grande partie en Asie et en Amérique latine, en particulier au Brésil et au Mexique. Il a aussi mentionné que la Banque n'avait jamais appliqué la stratégie holistique dont elle dispose aujourd'hui, et qu'elle a incorporé la science et la technologie en vue de réaliser la croissance économique et d'atteindre les objectifs de développement du millénaire liés à la pauvreté, la faim et la santé. L'approche stratégique correspond à bien des égards à l'approche adoptée par la BID. Il a précisé que pour la Banque l'éducation est indispensable et qu'il faut enseigner la science et la technologie aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. Il a également mentionné la nécessité d'opérer une réforme publique, ainsi que d'établir un rapport entre la science et la technologie et le secteur privé, qui doit être relié aux universités et au programme de développement. Le Dr Watson a aussi souligné la nécessité de pouvoir avoir accès aux connaissances, les diffuser et les utiliser, d'où l'impératif des technologies de l'information et de la communication. Pour cette raison, la stratégie générale de la Banque est articulée autour de l'éducation et de la réforme du secteur public, du secteur privé et des technologies de l'information et de la communication. Elle envisage aussi la mesure dans laquelle la Banque accorde la priorité à la science et à la technologie sous une forme nettement plus intégrée et holistique, et jusqu'à quel point ses pays clients sont disposés à solliciter des prêts.

En ce qui concerne l'initiative du Millénaire pour l'excellence en science, il a fait des commentaires sur le nouveau programme de la Banque pour lequel le Chili, le Mexique et le Brésil ont déjà sollicité des prêts. Il a noté le rapport existant entre la recherche et l'éducation, la prochaine génération de chercheurs et l'établissement de relations avec le secteur privé. Il a parlé des divers degrés d'engagement à l'égard de la science et de la technologie dans la région, et des efforts déployés par la Banque pour transposer ces thèmes en Ouganda et dans d'autres parties de l'Afrique, en plus de nombreux autres pays d'Asie orientale et centrale qui gardent présente à l'esprit la relation entre l'excellence en science et les besoins de la communauté pour relever les défis de la réduction de la pauvreté et la croissance économique.

Par ailleurs, la Banque mondiale, a-t-il précisé, travaille avec le CRDI (Centre de recherche pour le développement international) et la Fondation Rockefeller à un petit projet qui consiste à analyser les thèmes liés aux tendances des niveaux de fonds par pays, secteur et type d'interaction avec des établissements d'enseignement et de recherche. Ces trois entités sont en rapport avec des organisations et des banques régionales multilatérales, des donateurs ou des fondations bilatérales, pour dresser un tableau de la science et de la technologie, en indiquant quels sont les investisseurs et l'objet de leurs investissements. Il a souligné l'idée selon laquelle il faut savoir dans quels secteurs sont utilisées la science et la technologie, s'ils existent des espaces et comment créer de plus nombreuses associations pour contribuer au développement des pays et répondre à leurs besoins. Il a indiqué que conjointement

avec l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'UNESCO, la Banque s'efforce d'impulser une évaluation de la contribution de la science et de la technologie agricole au développement et à l'atténuation de la pauvreté dans les pays pauvres; la lutte de ces agences internationales en faveur d'une meilleure évaluation internationale et intergouvernementale des connaissances, et l'importance de l'intégration de la science et de la technologie aux secteurs du développement économique national afin de bien les gérer. Il a souligné la nécessité pour la Banque d'être à l'écoute de ses pays clients pour connaître leurs domaines prioritaires, de manière à pouvoir mettre en commun les stratégies d'assistance aux pays.

Une période a ensuite été consacrée aux questions. Le Dr Watson s'est étendu sur les décisions prises par la Banque en matière de prêts. Le Dr Cehelsky a expliqué que la BID a toujours été une banque de développement, qu'elle n'a cessé d'investir dans le développement des pays à long terme et qu'elle est un tant soit peu différente de la Banque mondiale.

Le Dr Cehelsky a mentionné que le problème auquel s'est heurtée la Banque est que l'université, dans sa stratégie visant à orienter la recherche fondamentale vers l'innovation et en mettant l'accent sur le secteur privé, n'a pas porté une attention suffisante à ces relations. Cela revêt une importance cruciale pour le secteur privé en ce qui concerne la recherche et l'innovation. Elle a souligné l'importance de veiller davantage à ce que ces relations reçoivent toute l'attention nécessaire.

La déléguée de l'Uruguay a mentionné dans son intervention que les programmes de science et de technologie sont gérés par les entreprises en Uruguay et, selon elle, il en est ainsi dans toute l'Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a expliqué que l'accent mis sur l'innovation a été quelque chose de très important pour le Continent, mais qu'il ne fallait pas laisser de côté la partie de toutes les sciences de base, ce qui s'est produit parce que l'on n'a tenu compte que du secteur des entreprises, ce qui a créé un problème de communication entre ceux qui exécutent les programmes et la communauté scientifique d'une part, et les responsables des résultats des programmes et la BID d'autre part.

Le délégué du Panama a mis l'accent sur le rôle que jouent les universités dans la société en tant qu'agents déterminés à œuvrer pour le développement social, et a affirmé qu'il est difficile d'obtenir leur participation dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Dr Cehelsky a expliqué que la Banque a commencé à réduire les fonds au titre de l'enseignement supérieur, en particulier pour la recherche universitaire, parce que les changements qui sont vraiment nécessaires pour les relier au secteur productif et au secteur social n'ont pas été apportés.

Puis ce fut au tour du **Dr Michael Clegg**, de l'Académie nationale des sciences, de faire son exposé. Il a insisté sur l'organisation du secteur privé des États-Unis et l'engagement de celui-ci envers le développement de consortiums mondiaux d'académies des sciences afin d'essayer de traiter de certains thèmes mondiaux actuels concernant la science et la technologie. Il a expliqué que le consortium, qui se réunira à Santiago (Chili) en mai, s'emploie à transférer les connaissances et la technologie nécessaires aux nations à revenus faible et moyen pour acquérir un niveau suffisant de compétences humaines en science et en technologie, et les habiliter à participer aux avantages provenant des connaissances scientifiques de base. Il a mis l'accent sur la création d'une organisation mondiale chargée d'examiner et de divulguer les questions scientifiques et technologiques au niveau mondial. Il a mentionné l'évolution mondiale accélérée due à la science et à la technologie et l'importance de la capacité scientifique et technologique locale en tant qu'élément nécessaire pour utiliser les connaissances mondiales et y apporter une précieuse contribution; et la culture et les valeurs de la science en tant qu'éléments critiques pour la construction d'une communauté mondiale. Il a mis l'accent sur le renforcement de la capacité dans les domaines de l'ingénierie, de la médecine et des sciences sociales, joint aux programmes de science et technologie, qui sont des facteurs indispensables au développement national. En ce qui concerne la demande de ressources humaines, il a indiqué que les gouvernements doivent faciliter la réduction du

transfert de compétences en science et en technologie des pays en développement vers les pays développés. Par ailleurs, il a déclaré que les nations en développement doivent développer, attirer et garder leurs compétences scientifiques et technologiques.

L'exposé suivant a été celui du **Dr Daniel Gonzáles Spencer**, Président de la Commission interaméricaine de l'éducation qui a été récemment créée. Il a évoqué les principaux sujets se rapportant à l'éducation dans le Continent émanés des chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des ministres de l'éducation des 34 pays membres. Ils ont pour objectif l'exécution d'un projet commun émané du Sommet et intitulé "Projet régional d'indicateurs de l'éducation et évaluation de la qualité de l'éducation", qui vise à établir des indicateurs de l'éducation communs et comparables dans toutes les Amériques. Il a indiqué que la Commission de l'éducation révisait actuellement ses projets continentaux, y compris le projet relatif à la qualité et équité en matière d'éducation, à l'enseignement secondaire et à la formation des enseignants, qui sont trois sujets de poids. Il s'est déclaré préoccupé par l'enseignement de la science et de la technologie, en insistant sur la nécessité de le commencer en bas âge et de le mener à bien pendant les premières années de la formation primaire. Après les interventions des délégués des États-Unis, du Brésil et du Venezuela, qui ont parlé de l'importance de la collaboration entre ces deux commissions et de la possibilité d'inscrire au programme de l'éducation la popularisation de la science dès le jeune âge, leurs orientations en matière scientifique et les stratégies de formation et de recyclage des enseignants dans le domaine de la science et de la technologie, les délégués ont accepté la proposition selon laquelle un projet conjoint aux deux commissions sera présenté à la prochaine réunion ministérielle pour examen.

Ensuite le **Dr Russell Jones** a pris la parole sur le renforcement de la capacité dans les pays en développement en faveur du développement social, et il a mentionné un programme de l'UNESCO qui est en cours d'élaboration pour le renforcement de la capacité en ingénierie pour un monde meilleur. Le Dr Jones a mis l'accent sur les thèmes du renforcement de l'éducation dans le domaine de l'ingénierie, de la formation et de la formation continue, des normes, du contrôle de la qualité et de l'accréditation. Il a également parlé de l'élaboration de codes de bonne conduite et pratique en ingénierie, ainsi que des systèmes de communication, d'information et d'indicateurs pour l'ingénierie, en particulier la question de l'égalité des sexes en ingénierie et technologie. Il a mentionné le Comité pour le renforcement de la capacité de la Fédération mondiale des organismes d'ingénierie "WFEO", qui vise à compléter le programme de l'UNESCO "Ingénierie pour un monde meilleur". Les activités de la WFEO sur l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les pays en développement consistent notamment à définir les besoins de formation des ingénieurs et éducateurs en ingénierie au moyen des technologies de l'enseignement à distance; renforcer l'enseignement en ingénierie par la mise en commun des pratiques optimales dans la réforme des programmes d'étude et la pratique de l'ingénierie ainsi que la diffusion des normes de contrôle de la qualité.

Les délégués ont proposé de faire des études de l'état de la formation dans ce domaine, de son évaluation et des alliances existant entre les entreprises, les centres de développement technologique, les universités et les facultés d'ingénierie; des programmes de doctorat; de l'accréditation des enseignants, étudiants et universités; de l'amélioration et de la qualité de l'ingénierie et de l'applicabilité commerciale des résultats scientifiques; de l'importance de l'ingénierie et de la participation des pays au processus de renforcement de la capacité; ils ont mis l'accent sur la proposition visant à rehausser la qualité de l'éducation en ingénierie à tous les niveaux et à canaliser, par la COMCYT, les activités conjointes WFEO/UNESCO grâce auxquelles le programme conjoint pourra être exécuté et renforcé.

Après avoir souligné l'importance de terminer le projet d'ordre du jour pour la Réunion ministérielle et convoqué le groupe de travail pour compléter le document et formuler les conclusions et recommandations de la réunion, le Président de la COMCYT céda la parole au Dr María del Rosario

Guerra, délégué de la Colombie pour qu'elle présente le rapport sur le suivi assuré par COLCIENCIAS à la Déclaration de Cartagena.

Le **Dr Maria del Rosario Guerra** a présenté un rapport sur le suivi de la Déclaration de Cartagena par COLCIENCIAS afin que l'OEA continue à l'approfondir et à l'enrichir de questions plus ponctuelles. Elle a indiqué que conformément aux orientations du Plan d'action de Cartagena, les ministres chargés de la science et de la technologie ont demandé à la Commission permanente du MERCOCYT de créer un comité exécutif pour mettre en œuvre les recommandations inscrites dans ce plan. De plus, en exécution du mandat émané du Sommet de Miami de 1994, la Commission interaméricaine de science et de technologie "COMCYT" a été créée en vue de faire démarrer l'application des dispositions issues de ces deux instances. Pendant le processus de création de la COMCYT, le MERCOCYT a assuré conjointement avec COLCIENCIAS, en sa qualité de coordinateur du Sommet de la science et de la technologie des Amériques et de membre du Comité exécutif, les activités de suivi et la mise en œuvre du Plan d'action de Cartagena. Étant donné que COLCIENCIAS en tant qu'organisme national a des caractéristiques différentes de celles du MERCOCYT, dont la présidence est itinérante du fait qu'il est issu d'une initiative multilatérale et dont l'équipe et le siège ne sont pas permanents, l'entière responsabilité des opérations de suivi retombe sur COLCIENCIAS qui en l'occurrence a reçu une aide financière de l'OEA jusqu'en 2000. Pendant cette période, COLCIENCIAS a présenté des rapports annuels dans lesquels sont spécifiés les résultats, qui ont été publiés sur la page Web du MERCOCYT, de COLCIENCIAS et des Sommets des Amériques. À partir de 2002, à l'OEA, dès la création du Secrétariat au processus des Sommets des Amériques, qui est chargé de donner suite aux mandats émanés de ce processus, comme on l'a vu ce matin, le rôle de COLCIENCIAS s'est concrétisé et a consisté à faire rapport à ce bureau sur les activités menées dans le cadre des engagements par thème pris essentiellement dans deux domaines, à savoir les domaines politique et technique.

1. Dans le domaine politique, la formation de 9 groupes *ad hoc* répartis par thème et visant à formuler des projets et mener des activités multilatérales et nationales; les thèmes en question sont les politiques (Bolivie), les indicateurs (Argentine), la recherche fondamentale et appliquée (Colombie), les ressources humaines (Venezuela), la popularisation de la science (Uruguay), le développement social (Jamaïque), l'innovation et le secteur des entreprises (États-Unis), le développement durable (Brésil) et les technologies de l'information (Costa Rica).
2. L'appui à la création de la COMCYT dans le cadre de l'OEA, qui date de mars 1998.
3. L'élaboration du premier document du Programme PRICYT en 1999 dans le cadre de l'OEA, lequel comprend cinq lignes générales d'action pour la COMCYT.
4. L'établissement d'un service d'information et de communication par Internet pour diffuser les documents et activités en matière de science et de technologie continentales, convenu en juillet 1997. À titre de référence, il avait précédemment pour adresse: www.colciencias.gov.con/mercocyt et à partir de 2000 www.mercocyt.org. Il a été confié à l'Uruguay.
5. La coordination et l'élaboration du bulletin semestriel d'information en science et en technologie du MERCOCYT, dont 6 volumes ont déjà été publiés, y compris celui de décembre 2001, et qui est coordonné depuis lors par l'Uruguay.
6. L'élaboration et la coordination du chapitre sur la science et la technologie pour le Sommet de Santiago d'avril 1998, accompagné de recommandations et de documents à l'appui sur des thèmes tels que les effets défavorables du phénomène *El Nino*, les indicateurs de science et de technologie, les technologies de l'information et de la communication et le développement durable.
7. L'élaboration et la coordination d'un nouvel ordre du jour concernant la science et la technologie destiné à la Troisième Réunion ordinaire de la COMCYT, et les démarches visant à inclure la science et la technologie au programme du Sommet de Québec (Canada) de 2001 avec des recommandations visant à promouvoir la diffusion dans ces domaines et à encourager le développement scientifique et technologique en faveur de la connectivité régionale, à appuyer la formation des ressources humaines au plus haut niveau, à promouvoir l'établissement d'indicateur régionaux de science et de technologie

et à chercher à mettre en œuvre et à donner suite aux activités scientifiques et technologiques avec l'appui de mécanismes continentaux de coopération.

Domaine technique:

1. En 1998, les groupes *ad hoc* du MERCOCYT ont formulé dix projets multilatéraux dont cinq ont été approuvés par l'OEA. En 1999, 8 projets multilatéraux ont été formulés et soumis à l'examen du CIDI, mais un seul a été approuvé en vue de son exécution en 2000. Il est nécessaire de préciser qu'à partir de 1999 les nouveaux domaines thématiques du MERCOCYT se disputent les ressources de l'OEA avec l'ensemble des projets scientifiques et technologiques du Continent. Par exemple, en 1999, sur les 64 projets qui ont été présentés pour un montant de EU\$ 12 millions de dollars, 25 ont été approuvés pour EU\$1,6 million. En 2000, sur les 81 projets s'élevant à EU\$20 millions, 18 ont été approuvés pour un montant total de EU\$1,4 million.
2. Réseaux du savoir: UNESCO, RICYT et CYTED.
3. Banques de données, chercheurs et projets: à noter INFOCYT, Redhucyt, le portail de la science et de la technologie du MERCOCYT, COLCYT et le réseau scientifique qui est administré en espagnol par COLCIENCIAS et tire son origine du Brésil.
4. Indicateurs: RICYT qui est un réseau d'indicateurs de science et de technologie dans le cadre duquel une dizaine de projets continentaux ont été exécutés; et la création de l'observatoire de la science et de la technologie dans plusieurs pays. Les statistiques scientifiques et technologiques sont publiées tous les ans ainsi que la publication REDES. Les nombreux résultats du RICYT sont diffusés sur la page Web du réseau.
5. Développement durable: création de FONTAGO pour la recherche agropastorale et renforcement du CGIR, programmes de coopération sous-régionale dans le domaine agropastoral PROCYT et systèmes nationaux de recherche SNIS et NARS.
6. Développement social: exécution de projets en Amérique centrale et dans les Caraïbes, impact de la science et de la technologie sur le domaine social.
7. Technologie de l'information et de la communication: INFODEV de la Banque mondiale, Initiative 2000 de la BID, activités de la CNUSTD, agendas de la connectivité des pays.
8. Innovation et développement technologique: renforcement des systèmes nationaux d'innovation des organismes nationaux de science et de technologie dans les pays. Les activités conjointes des universités, des entreprises et de l'état progressent, mais on reconnaît qu'il est nécessaire d'élaborer des stratégies plus efficaces dans ce domaine.
9. Popularisation et intégration de la science: progrès notoires accomplis par l'intermédiaire de programmes spécifiques exécutés par les pays, tels que par exemple, EXPLORA au Panama, SciELO au Brésil, ONDAS et MALOCA en Colombie et d'autres au Mexique, au Chili, au Venezuela et en Argentine. En général, ce thème s'est imposé et a été adopté par de nombreux organismes multilatéraux.
10. Valorisation des ressources humaines de haut niveau: exécution de programmes de maîtrise, doctorat et post doctorat. Évaluation des programmes de doctorat en sciences de base et biomédicales, dans le cadre d'une action coordonnée par la Colombie qui a formulé une proposition PLIC, programme Cuahatemoc II du Mexique et programme SHIP du Venezuela.

Le Dr Guerra a terminé son exposé en faisant observer que malgré les résultats susmentionnés, il faut continuer de prêter attention au financement, qui n'a pas reçu autant d'attention que les autres thèmes. Elle a indiqué qu'à la réunion de Cartagena un plan de financement a été défini, qui prévoit la participation de différents secteurs. Cependant, il ne s'est pas matérialisé en totalité, ce qui se manifeste par le faible nombre des projets financés, qui équivaut environ à 12% de la demande de ressources présentée par les pays au FEMCIDI. La déléguée a demandé à la COMCYT et au Dr Abreu de donner suite à cette question.

2. Point 6 de l'ordre du jour: "Processus de préparation de la Réunion des Ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie"

Le Président a ensuite cédé la parole à la Directrice du Bureau de la science et de la technologie, qui, après avoir remercié la déléguée de la Colombie, a annoncé l'intervention du Dr Benjamin Marticorena, délégué du Pérou. Le Dr Abreu a indiqué que dans la méthodologie comme dans le plan de travail de la réunion ministérielle il est suggéré de constituer un groupe de travail chargé de la rédaction de la Déclaration et du Plan d'action de Lima, qui seront remis à la réunion des ministres. Elle a encouragé une participation active à ce groupe qui sera ouvert à tous les pays membres. En ce qui concerne le plan et l'agenda de travail, elle a proposé qu'une fois l'ordre du jour approuvé par cette réunion, des consultations aient lieu avec ce groupe par Internet ou par courriel en vue d'établir une première version de ces documents qui seront distribués à tous les pays. Elle a proposé de tenir une première réunion préparatoire à Washington, D.C., à la fin de juin 2004, à laquelle participeront les délégations techniques et contribueront les Missions permanentes. Les documents révisés au cours de cette réunion circuleront de nouveau pour recueillir des observations et commentaires. Elle a proposé de tenir une seconde réunion préparatoire à la fin de septembre 2004, qui aurait aussi lieu à Washington, D.C., et dont l'objectif serait de compléter et d'approuver le texte de la Déclaration ministérielle et les questions de fond du plan de travail, ainsi que de donner des informations sur la logistique de la réunion.

Elle a invité les délégués à approuver la proposition d'ordre du jour, pour la faire circuler ensuite parmi les délégués et recevoir leurs commentaires qui seront incorporés dans les documents.

Ce fut au tour du Dr Marticorena de prendre la parole. Il a mis l'accent sur la nécessité de s'engager avec toute la responsabilité qui s'impose en pareil cas, sur l'organisation et la co-organisation de la prochaine rencontre des Ministres par le gouvernement péruvien et le Bureau de la science et de la technologie de l'OEA et la COMCYT. Il a mentionné en particulier l'engagement du Ministère des affaires étrangères et de la Mission permanente du Pérou envers l'OEA. Il a souligné les résultats dont fait état la Déclaration, ajoutant à l'intervention du Dr Abreu la proposition visant à disposer pour la réunion de novembre 2004 de deux projets dûment structurés et prêts à être présentés à des organismes financiers tiers et aux gouvernements eux-mêmes. Il partage l'avis du Dr Guerra sur la nécessité de n'accepter que des projets régionaux, en encourageant les pays à s'engager à participer, en fonction de leurs ambitions et possibilités, et en fonction de ce qu'ils pourront attendre des autres pays. Il a parlé de l'importance de faire participer les ministres de l'économie et de la planification et a insisté sur l'heureuse occasion qui se présente de mener une politique continentale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie, y compris les domaines de l'ingénierie et de l'innovation. Il a indiqué que le thème de la métrologie est indispensable pour donner aux pays des normes communes de manière à ce que les règles du jeu soient claires du point de vue juridique et éthique.

Il s'est déclaré satisfait de la possibilité que simultanément à la réunion des ministres de Lima, se tienne une réunion des hauts responsables de l'économie et de la planification des pays, qui sont ceux qui prennent les décisions sur la répartition du budget de nos pays. Il a invité à une rencontre à Lima les jeunes scientifiques et les lauréats des foires nationales scolaires en science et en technologie de nos pays, qui aurait lieu en même temps que la réunion, et a ajouté qu'un voyage à Cuzco était offert à un lauréat. Le coût du séjour et des repas des lauréats serait pris en charge par le gouvernement péruvien.

Il a proposé d'inviter à la réunion des ministres des organismes multilatéraux tels que l'UNESCO, l'Accord Andres Bello, la BID, l'OEI et le CYTED, dans l'objectif de grouper les ressources dans ces domaines fondamentaux d'intervention.

Après avoir dit qu'il était nécessaire d'appuyer davantage les efforts du Continent visant à lui assurer une position compétitive, le délégué de la Jamaïque a mentionné la nécessité d'avoir des mécanismes d'évaluation des projets, ainsi que l'exécution des projets mentionnés par le délégué du Pérou et leur impact dans les Caraïbes.

Le délégué de l'Argentine a proposé de réviser le document, a déclaré qu'il était d'accord avec le délégué du Pérou et a recommandé de tenir trois réunions axées sur le renforcement de la science et de la technologie en ayant pour objectif principal de définir, formuler et mettre en œuvre des projets concrets de coopération régionale dans des domaines prioritaires, fondés sur les recommandations et les résultats des réunions de science et de technologie, telles que de celles qui ont porté sur les indicateurs, la mise en place et l'actualisation de méthodologies de planification, de gestion et d'évaluation de la science, de la technologie et de l'innovation qui seront examinées au cours de réunions techniques. Il a encouragé la collaboration du CYTED, de l'UNESCO et de la BID, et a fait appel à la capacité de l'OEA d'administrer des fonds extérieurs. Il a proposé d'arriver à la réunion ministérielle avec une Déclaration et un message concret sur les projets qui pourraient recevoir un appui politique de la part des autorités nationales et internationales.

Selon le délégué du Mexique, il existe une grande harmonie entre les quatre points de l'ordre du jour proposé et en ce qui concerne le point 3, il a dit qu'il était nécessaire de proposer des thèmes d'intérêt commun pour que non seulement les pays apportent leur appui sous forme de ressources supplémentaires, mais aussi les organismes internationaux.

Le délégué de Grenade a déclaré qu'il faut incorporer dans le Plan d'action des programmes particuliers pour les Caraïbes, étant donné que les problèmes des Caraïbes sont propres à cette région.

Le délégué du Brésil a adhéré aux propositions des délégués de l'Argentine, du Pérou, du Mexique et de Grenade, ainsi qu'à la formation d'un groupe de travail chargé de l'élaboration des documents de la Déclaration et du Plan d'action de Lima dont les paramètres soient les points traités, en ayant comme objectif stratégique de réfléchir à la place à accorder à la science et à la technologie dans la perspective d'une économie commerciale des Amériques en mettant en relief les résultats des ateliers sur les politiques continentales déjà tenus, mais en exprimant ces résultats dans un langage politique diplomatique en termes de champ d'action identifiant les acteurs potentiels. Il a proposé d'y inclure les thèmes suivants: indicateurs, métrologie, importance de l'éducation et de la formation des ressources humaines, collaboration avec des agences financières, document consolidé, ingénierie, sociétés d'académies et Commission de l'éducation. Il a proposé que les thèmes de la popularisation de la science et de la remise de prix à des jeunes scientifiques soient inscrits à l'ordre du jour de la réunion ministérielle, a assuré l'appui du projet Popularisation de la science et de la technologie à cette initiative, et a remercié le gouvernement péruvien d'avoir contribué à cette activité.

La déléguée du Venezuela a approuvé les points proposés de l'ordre du jour et a suggéré d'y incorporer les politiques relatives à la science et à la technologie en faveur du développement; elle a proposé que deux ou trois projets concrets soient examinés, certains sur le développement de la science elle-même et d'autres le développement économique et social. Elle a indiqué que le thème des indicateurs concerne tous les projets et qu'un projet dans le domaine de l'éducation et de l'innovation traite du développement et de la compétitivité. Elle a proposé qu'un sous-groupe de travail étudie le thème de l'évaluation des progrès réalisés entre la réunion de Cartagena et celle de Lima, puisque que c'est une excellente ressource pour un projet de diagnostic régional avec le CYTED et d'autres organismes de coopération.

Le délégué des États-Unis a déclaré que le rapport des activités entre la réunion de Cartagena et celle de Lima ferait la lumière sur l'évolution de la situation, mais qu'il faut y incorporer l'excellent

travail effectué dans les ateliers qui ont abouti aux 17 recommandations qui constituent le fondement de l'étape suivante, ainsi que les thèmes essentiels étudiés. Il est aussi d'avis que 2 ou 3 propositions de projet pourraient être présentées dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et de l'éducation, ce dernier étant en ce moment, selon lui, l'un des éléments les plus importants et clés pour le renforcement de la capacité. Il a parlé de la nécessité de diffuser la richesse de la coopération et l'importance des efforts de collaboration entre les sociétés publiques et privées, et les associations professionnelles d'ingénierie.

La déléguée de Trinité-et-Tobago a donné son adhésion au projet d'ordre du jour et, à l'instar du délégué de Grenade, convient qu'il faut présenter deux ou trois projets à Lima. En raison de la situation particulière de la région, elle a proposé l'élaboration d'un plan propre aux Caraïbes et a encouragé l'OEA à accorder son appui à l'innovation, et les ministres de la science et de la technologie à contribuer au financement de la science et de la technologie. Elle a indiqué que le secteur privé dans la région contribue pour 6% à l'investissement en science et en technologie, mais, comme les Caraïbes n'ont pas d'industrie manufacturière, il n'y a pas d'entreprises dans la région des Caraïbes qui investissent dans ce domaine, d'où la différence de situation et la nécessité de chercher une activité plus spécifique pour cette région.

La déléguée de la Colombie a approuvé les quatre points de l'ordre du jour et a mentionné l'incorporation au point 2 de domaines tels que la consolidation institutionnelle des systèmes de science, de technologie et d'innovation, le renforcement des capacités, le financement sur lequel elle partage l'avis de la déléguée de Trinité-et-Tobago, et le rapprochement des entreprises de l'innovation et le resserrement des relations entre les entreprises et les universités. Elle est d'avis que dans la région la sensibilisation à ces questions est faible parce que les pays n'évaluent pas l'impact de la science et de la technologie, et pour cette raison les indicateurs ne doivent pas seulement être orientés vers la science et la technologie, mais aussi vers l'impact de l'investissement dans ce domaine.

Deux sous-groupes de travail ont été créés, le premier en vue de la rédaction de l'avant-projet d'ordre du jour pour la prochaine réunion ministérielle et le second pour l'élaboration du document des accords auxquels les délégués participants sont parvenus relativement à la Déclaration et au Plan d'action des ministres. Après une pause de trente minutes, le Président a invité les participants à faire part de leurs commentaires et à voter.

Les membres présents de la COMCYT ont approuvé l'ordre du jour par acclamation. Ceci est présenté à continuation:

1. De Carthagène à Lima: Évolution et défis pour les Amériques
2. Politique nationale en science, technologie et innovation pour le développement: paramètres et lignes directrices pour la conception, développement et la mise en pratique
3. Coopération continentale en science, technologie, ingénierie et innovation: recommandations pour une action coordonnée
4. Initiatives continentale en science, technologie, ingénierie et innovation: un plan d'action

Le texte des accords conclus a été rédigé et le Secrétariat technique a été chargé d'élaborer un avant-projet de Plan d'action et d'examiner les thèmes et recommandations de l'Atelier de consolidation

des politiques continentales, ainsi que les initiatives étudiées lors de cette séance préparatoire. Cet avant-projet de Plan d'action sera alors mis à la disposition des délégués par courriel et par Internet.

3. Point 9 de l'ordre du jour: "Date et siège de la Cinquième Réunion ordinaire de **la COMCYT**"

Les délégués sont convenus de traiter de la question de la date et du siège de la prochaine réunion ordinaire de la COMCYT par Internet et courriel, après que le Président de la Commission aura soumis ce point à leur examen.

4. Point 10 de l'ordre du jour: "Autres questions"

Aucun autre thème n'a été examiné après que le Président eut soumis ce point à l'examen des délégués.

5. Point 11 de l'ordre du jour: "Conclusions"

Ensuite, a eu lieu la lecture du document contenant les décisions prises lors de la Quatrième Réunion ordinaire de la COMCYT qui a été élaboré par le sous-groupe de travail. Une fois pris en compte les commentaires des délégués, ce document a été approuvé par acclamation. Les décisions en question figurent à continuation.

1. Adopter les conclusions et recommandations de l'Atelier sur la consolidation des politiques continentales en matière de science et de technologie qui a eu lieu le 14 avril 2004 à Washington, D.C., et, en particulier, les conclusions du document « *Propositions de politiques consolidées en matière de science et de technologie pour les Amériques* » présenté par le Bureau de science et de technologie de l'Organisation des États Américains et :

- de rendre hommage à l'ampleur et à la richesse du contenu des ateliers « *Science, technologie et innovation pour l'accroissement de la compétitivité dans le secteur productif* », « *Développement scientifique et technologique dans les Amériques* », « *Vulgarisation de la science* » et « *Science et technologie pour le développement social* » et de recommander la publication et la diffusion de cette documentation dans les pays ;
- de rendre hommage à la nature participative et dynamique du processus mis en œuvre dans ces ateliers ;
- de faire usage des thèmes principaux et des dix-sept propositions découlant de ces ateliers, résumés dans le document précité en tant qu'éléments essentiels d'un plan d'action commun.

2. Adopter la suggestion selon laquelle le matériel des ateliers devrait constituer la base des travaux préparatoires à une Déclaration et un Plan d'action de Lima en vue de la *Première Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie dans le cadre du CIDI* (Réunion ministérielle) qui se tiendra à Lima (Pérou) les 11 et 12 novembre 2004 et que ces documents :

- précisent les niveaux d'intervention des politiques proposées : organisations nationales, régionales, internationales et multilatérales.
- réparaient les propositions en trois points: a) formulation de politiques; b) renforcement des capacités à travers l'éducation, les échanges et le développement des infrastructures dans les disciplines scientifique, technologique et d'ingénierie; c) thèmes spécifiques sur des disciplines d'intérêt commun.

- rendre les politiques et actions proposées conformes aux engagements contenus dans la Déclaration et le Plan d'action de Cartagena pour évaluer les progrès consentis et proposer de nouveaux thèmes en science, technologie et ingénierie dans les secteurs stratégiques identifiés.
3. Affirmer que la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation sont les moteurs du progrès économique et social et réaffirmer la nécessité d'incorporer et de stimuler le traitement de ces éléments dans les plans et stratégies de développement des pays, avec pour objectif ultime la réduction de la pauvreté dans le Continent américain.
 4. Épauler une initiative pour la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation pour le développement dans les Amériques, en accordant une attention particulière au renforcement des alliances entre les universités, la communauté des affaires et d'autres organisations pertinentes des secteurs public et privé.
 5. Épauler et encourager l'établissement de politiques nationales de science, de technologie, d'ingénierie et d'innovation en accordant une attention particulière au fusionnement d'institutions, au caractère participatif de la démocratie, au renforcement des capacités pour la recherche et l'innovation, à la perspective de la parité hommes-femmes et à la relation existant entre le secteur public et le secteur privé.
 6. Tenir compte de la nécessité d'envisager une initiative sous-régionale dans le domaine de la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation pour aborder les besoins particuliers de la région des Caraïbes.
 7. Identifier et formuler, dans le cadre du processus préparatoire à la Réunion ministérielle, des propositions concrètes liées aux secteurs prioritaires définis par la COMCYT et sur la base des recommandations émises des ateliers. Dans ce sens, il conviendrait de solliciter la collaboration d'autres organisations internationales comme la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme ibéro-américain de science et technologie pour le développement (CYTED), la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs (WFEO) et d'autres organisations. Le programme WFEO/UNESCO « Ingénieur pour les Amériques » a été présenté à titre d'exemple.
 8. Rechercher des modèles de financement non traditionnels des investissements en science, technologie, ingénierie et innovation.
 9. Réaffirmer l'importance de mesurer et d'évaluer les répercussions des programmes de science et de technologie, notamment les aspects sociaux, économiques, culturels et ceux liés à la parité hommes-femmes, et de souligner la fonction essentielle d'un Programme permanent d'indicateurs de science et de technologie pour les Amériques, tout en tenant compte du réseau d'indicateurs de science et technologie RICYT.
 10. Promouvoir un programme global pour vulgariser et rehausser la base des connaissances en science, technologie et ingénierie dans la société, en commençant par l'éducation élémentaire, jusqu'au niveau secondaire et supérieur, par l'élaboration de programmes d'enseignement, la formation de la main d'œuvre et un programme de préparation, ainsi que le renforcement de programmes d'approche du public à travers les médias. À ce propos, il a été décidé d'intensifier la collaboration avec la Commission interaméricaine de l'éducation et d'envisager la possibilité de soumettre à la considération de la Réunion ministérielle une proposition commune en faveur d'une initiative sur l'éducation en science et en génie.
 11. Encourager les hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie dans tous les États membres à intensifier leurs relations avec les autorités nationales compétentes en vue de déclarer que la science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation seront parmi les secteurs prioritaires au prochain Sommet des Amériques de 2005.

12. Établir un groupe de travail ouvert à la participation de tous les États membres qui dirigera les préparatifs de la Réunion ministérielle, y compris la préparation de brouillons de textes et la planification de deux réunions préparatoires en juin et septembre 2004.

La science, la technologie, l'ingénierie et l'innovation étant le moteur du développement économique et social, l'on répète qu'il est nécessaire qu'elles soient incorporées et développées dans le cadre des stratégies et des plans de développement des pays.

Après avoir délibéré sur la question de l'ingénierie en tant qu'application technologique ou que branche de la science, encore faible et à renforcer, les délégués ont convenu d'incorporer l'ingénierie dans les accords et l'ordre du jour. Ils ont aussi convenu d'y insérer un plan sous-régional pour les Caraïbes, ainsi que le thème de la science, de la technologie et de l'innovation en faveur du développement. Ils ont également délibéré sur l'initiative de l'UNESCO qui est orientée davantage vers l'éducation et le renforcement de la capacité et examiné l'élément politique et diplomatique de la réunion et la promotion de celle-ci.

L'observateur de l'UNESCO a pris la parole pour remercier le Secrétariat technique de l'OEA de son invitation cordiale, il a souligné l'importance du rapprochement des organismes internationaux en vue d'une coopération transparente, et s'est montré satisfait de la prise en compte des organismes internationaux dans les accords conclus.

Il a été convenu que le Secrétariat technique continuera à travailler au document et le transmettra aux délégués pour une dernière révision et approbation.

D. Séance De Clôture

Le Dr Arnoldo Ventura, en sa qualité de Président de la COMCYT, a remercié les pays de leur coopération et assiduité au travail, ainsi que de leurs importantes contributions à cette réunion. Il a remercié le Secrétariat de l'OEA qui a activement participé à la réunion et a mené à bien son organisation.

À 17 heures, le 16 avril 2004, le Président a déclaré close la Quatrième Réunion de la Commission interaméricaine de science et de technologie.

I. ANNEXES

Annexe 1 Documents Approuvées De La Réunion.....CIDI/COMCYT/doc. 1/04
Annexe 2 L'Ordre du Jour.....CIDI/COMCYT/doc. 2/04
Annexe 3 L' Ordre du Jour Annoté.....CIDI/COMCYT/doc. 3/04
Annexe 4 Programme de Travail.....CIDI/COMCYT/doc. 4/04

**CUARTA REUNIÓN ORDINARIA DE LA COMISIÓN
INTERAMERICANA DE CIENCIA Y TECNOLOGÍA**

15-16 de abril 2004
Washington, D.C.

OEA/Ser.W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.1/04
1 marzo 2004
TEXTUAL

**LISTA DE DOCUMENTOS DE LA CUARTA REUNIÓN ORDINARIA DE LA COMISIÓN
INTERAMERICANA DE CIENCIA Y TECNOLOGÍA (COMCYT)**
*FOURTH ORDINARY MEETING OF THE INTER-AMERICAN COMMITTEE ON SCIENCE
AND TECHNOLOGY (COMCYT) DOCUMENTS LIST*

<u>No. del Documento/ Document No. CIDI/COMCYT/doc</u>	<u>Título/Title</u>	<u>Idiomas/Languages</u>
doc.1/04	Lista de Documentos <i>Documents List</i>	TEXTUAL
doc.2/04	Temario <i>Agenda</i>	E I P F
doc.3/04	Temario Anotado <i>Annotated Agenda</i>	E I P F
doc.4/04	Calendario de Trabajo <i>Work Schedule</i>	E I P F
doc.5/04	Documento del Taller Consolidación de Políticas Hemisféricas en Ciencia y Tecnología <i>Consolidation of Hemispheric Policies in Science and Technology Workshop Document</i>	E I P F
doc.6/04	Conclusiones y Recomendaciones del Taller Consolidación de Políticas Hemisféricas en Ciencia y Tecnología <i>Consolidation of Hemispheric Policies in Science and Technology Workshop Conclusions and Recommendations</i>	E I P F
doc.7/04	Temario de la Primera Reunión Hemisférica de Ministros y Altas Autoridades en Ciencia y Tecnología en el Ambito del CIDI <i>Agenda of the First Hemispheric Meeting of Ministers and High Officials in Science and Technology within the Framework of CIDI</i>	E I P F
doc.8/04	Lista de Participantes <i>Participants List</i>	TEXTUAL
doc.9/04	Acuerdos de la COMCYT <i>COMCYT Agreements</i>	E I P F
doc.10 /04	Informe Final <i>Final Report</i>	E I P F

**QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE**
15 – 16 avril 2004
Washington, D.C.

OEA/Ser.W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.02/04
1^{er} mars 2004
Original: espagnol

**ORDRE DU JOUR DE LA QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE (COMCYT)**

1. Approbation de l'ordre du jour
2. Élection du bureau
3. Composition de la Commission de style
4. Rapport du Président sur les travaux de la COMCYT réalisés au cours des trois dernières années
5. Rapport de consolidation des ateliers de travail sur l'élaboration de politiques continentales en matière de science, technologie et innovation aux fins suivantes:
 - Accroissement de la compétitivité du secteur de la production, réalisé en Argentine
 - Développement social, réalisé en Jamaïque
 - Développement scientifique et technologique dans les Amériques, réalisé en Équateur
 - Vulgarisation scientifique et technologique, réalisé au Brésil
6. Processus de préparation de la Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie:
 - Méthodologie et plan de travail
 - Projet de la Déclaration de Lima
 - Projet du Plan d'action de Lima
7. Stratégies de coopération avec des organisations internationales et des organisations du Système interaméricain
8. Accords de la COMCYT
9. Examen de la date et du lieu de la Cinquième Réunion ordinaire de la COMCYT
10. Autres questions
11. Conclusions

**QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE**

15 – 16 avril 2004
Washington, D.C.

OEA/Ser.W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.3/04
1^{er} mars 2004
Original: espagnol

**PROJET D'ORDRE DU JOUR ANNOTÉ DE LA QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE
DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE
(COMCYT)**

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ébauche de l'ordre du jour de la quatrième réunion ordinaire de la COMCYT sera présentée aux délégations pour examen et approbation.

2. Élection du bureau

En vertu de l'article 4 du Règlement de la COMCYT, les membres du bureau de la COMCYT pour la quatrième réunion ordinaire et pour l'exercice 2004-2005 seront élus. On rappelle aux délégués que conformément à la décision prise durant la 3^e réunion de la COMCYT, article 3 des accords de la 3^e réunion de la COMCYT, OEA/Ser.WXIII.3.3, CIDI/COMCYT/doc.9/00 rev.1, et réaffirmée par le Département des services juridiques de l'OEA, les membres du bureau de cette Commission sont élus à titre personnel. Étant donné que le premier Vice-président élu à la dernière réunion de la COMCYT n'exerce plus de fonctions liées à la science et la technologie dans son pays, le Vice-président actuel assumera la présidence, à la condition qu'il demeure lui-même le délégué de son pays. Dans ce cas, les délégués à la 4^e réunion de la COMCYT choisiront le premier et le second Vice-présidents. Si le second Vice-président actuel n'est pas le délégué de son pays à cette réunion, la 4^e réunion ordinaire de la COMCYT choisira alors les trois membres du bureau pour la prochaine période, c'est-à-dire un Président, un premier Vice-président et un second Vice-président.

3. Composition de la Commission de style

Conformément à l'article 24 du Règlement de la COMCYT, les délégués choisiront les membres de la Commission de style, lesquels représenteront chacune des quatre langues officielles de l'OEA.

4. Rapport du Président sur les travaux de la COMCYT au cours des trois dernières années

M. Gonzalo Córdoba, en sa qualité de Président de la COMCYT au cours du troisième mandat, fera rapport des activités de la Commission pendant les trois dernières années.

5. Rapport consolidé des politiques continentales en matière de science, de technologie et d'innovation, élaboré à partir de chacune des composantes suivantes: amélioration de la compétitivité du secteur de la production (réalisé en Argentine); développement social (réalisé en Jamaïque); développement scientifique et technologique dans les Amériques (réalisé en Équateur); vulgarisation de la science et la technologie (réalisé au Brésil).

Le pays d'accueil présentera le rapport final relatif à chaque composante, et le Bureau de la science et la technologie de l'OEA présentera le document final. Ce dernier considérera les discussions et les accords obtenus dans les quatre ateliers portant sur les composantes susmentionnées. Le Président de la COMCYT encouragera la discussion et l'échange d'idées sur

les exposés relatifs au rapport consolidé et orientera la réunion pour obtenir des consensus et l'approbation de ce document.

6. Processus de préparation de la Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie: méthodologie de travail; Projet de déclaration de Lima; Projet de plan d'action de Lima.

Les délégués s'entendront sur la méthodologie et sur le plan de travail du processus de préparation de la Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie, et ils entreprendront les discussions sur les propositions relatives à la Déclaration et au Plan d'action de Lima.

7. Stratégies de coopération avec des organisations internationales et des organisations du système interaméricain.

Des représentants de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque Mondiale, de la Commission interaméricaine d'éducation, des académies des sciences du Continent, et de la Fédération Mondiale des Organisation d' Ingénieurs présenteront des stratégies possibles de coopération avec la COMCYT.

8. Accords de la COMCYT

Le Président de la COMCYT recueillera et présentera les décisions de la Commission résumées dans une ébauche de document, où seront enregistrés tous les accords obtenus par les délégués présents à la réunion. Les délégués délibéreront et approuveront le document.

9. Examen de la date et du lieu de la cinquième réunion ordinaire de la COMCYT

Le Président de la COMCYT encouragera l'échange d'idées relativement aux dates et lieux possibles pour la tenue de la cinquième réunion ordinaire de la COMCYT.

10. Autres questions

Les délégués auront l'occasion d'amener tout autre sujet qu'ils désireraient examiner.

11. Conclusions

Un rapport résumé comprenant les résultats de la quatrième réunion ordinaire de la COMCYT sera présenté.

**QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE**

15 – 16 avril 2004
Washington, D.C.

OEA/Ser.W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.3/04
1^{er} mars 2004
Original: espagnol

**PROJET D'ORDRE DU JOUR ANNOTÉ DE LA QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE
DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE
(COMCYT)**

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ébauche de l'ordre du jour de la quatrième réunion ordinaire de la COMCYT sera présentée aux délégations pour examen et approbation.

2. Élection du bureau

En vertu de l'article 4 du Règlement de la COMCYT, les membres du bureau de la COMCYT pour la quatrième réunion ordinaire et pour l'exercice 2004-2005 seront élus. On rappelle aux délégués que conformément à la décision prise durant la 3^e réunion de la COMCYT, article 3 des accords de la 3^e réunion de la COMCYT, OEA/Ser.WXIII.3.3, CIDI/COMCYT/doc.9/00 rev.1, et réaffirmée par le Département des services juridiques de l'OEA, les membres du bureau de cette Commission sont élus à titre personnel. Étant donné que le premier Vice-président élu à la dernière réunion de la COMCYT n'exerce plus de fonctions liées à la science et la technologie dans son pays, le Vice-président actuel assumera la présidence, à la condition qu'il demeure lui-même le délégué de son pays. Dans ce cas, les délégués à la 4^e réunion de la COMCYT choisiront le premier et le second Vice-présidents. Si le second Vice-président actuel n'est pas le délégué de son pays à cette réunion, la 4^e réunion ordinaire de la COMCYT choisira alors les trois membres du bureau pour la prochaine période, c'est-à-dire un Président, un premier Vice-président et un second Vice-président.

3. Composition de la Commission de style

Conformément à l'article 24 du Règlement de la COMCYT, les délégués choisiront les membres de la Commission de style, lesquels représenteront chacune des quatre langues officielles de l'OEA.

4. Rapport du Président sur les travaux de la COMCYT au cours des trois dernières années

M. Gonzalo Córdoba, en sa qualité de Président de la COMCYT au cours du troisième mandat, fera rapport des activités de la Commission pendant les trois dernières années.

5. Rapport consolidé des politiques continentales en matière de science, de technologie et d'innovation, élaboré à partir de chacune des composantes suivantes: amélioration de la compétitivité du secteur de la production (réalisé en Argentine); développement social (réalisé en Jamaïque); développement scientifique et technologique dans les Amériques (réalisé en Équateur); vulgarisation de la science et la technologie (réalisé au Brésil).

Le pays d'accueil présentera le rapport final relatif à chaque composante, et le Bureau de la science et la technologie de l'OEA présentera le document final. Ce dernier considérera les discussions et les accords obtenus dans les quatre ateliers portant sur les composantes susmentionnées. Le Président de la COMCYT encouragera la discussion et l'échange d'idées sur les exposés relatifs au rapport consolidé et orientera la réunion pour obtenir des consensus et l'approbation de ce document.

6. Processus de préparation de la Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie: méthodologie de travail; Projet de déclaration de Lima; Projet de plan d'action de Lima.

Les délégués s'entendront sur la méthodologie et sur le plan de travail du processus de préparation de la Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie, et ils entreprendront les discussions sur les propositions relatives à la Déclaration et au Plan d'action de Lima.

7. Stratégies de coopération avec des organisations internationales et des organisations du système interaméricain.

Des représentants de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque Mondiale, de la Commission interaméricaine d'éducation, des académies des sciences du Continent, et de la Fédération Mondiale des Organisation d' Ingénieurs présenteront des stratégies possibles de coopération avec la COMCYT.

8. Accords de la COMCYT

Le Président de la COMCYT recueillera et présentera les décisions de la Commission résumées dans une ébauche de document, où seront enregistrés tous les accords obtenus par les délégués présents à la réunion. Les délégués délibéreront et approuveront le document.

9. Examen de la date et du lieu de la cinquième réunion ordinaire de la COMCYT

Le Président de la COMCYT encouragera l'échange d'idées relativement aux dates et lieux possibles pour la tenue de la cinquième réunion ordinaire de la COMCYT.

10. Autres questions

Les délégués auront l'occasion d'amener tout autre sujet qu'ils désireraient examiner.

11. Conclusions

Un rapport résumé comprenant les résultats de la quatrième réunion ordinaire de la COMCYT sera présenté.

**QUATRIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE LA COMMISSION
INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE**

15– 16 avril 2004
Washington, D.C.

OAS/Ser.W/XIII.3.4
CIDI/COMCYT/doc.4/04
1^{er} mars 2004
Original: anglais

**PROJET DE CALENDRIER DE TRAVAIL DE LA QUATRIÈME RÉUNION
ORDINAIRE DE LA COMMISSION INTERAMÉRICAINNE DE SCIENCE ET DE
TECHNOLOGIE (COMCYT)**

Jedi 15 avril 2004

9 heures **Inscription des participants**

SÉANCE D'OUVERTURE

10 heures Mots de bienvenue du Secrétariat Général de l'Organisation des États Américains

10 h 35 Mot de bienvenue de M. Gonzalo Córdoba, Président de la COMCYT

10 h 50 Allocution d'ouverture de la réunion par M. Gonzalo Córdoba

10 h 55 **Pause (café)**

11 h 10 **PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE**

Thèmes:

- Approbation de l'ordre du jour final de la réunion
- Élection du bureau de la COMCYT pour la période 2004-2005
- Composition de la Commission de style
- Rapport du Président de la COMCYT sur les activités de la Commission pendant la troisième année de travail

12 h 30 **Pause (déjeuner)**

PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE (suite)

14 heures Rapport de l'Atelier sur les politiques continentales en matière de science, technologie et innovation visant à accroître la compétitivité du secteur de la production qui a eu lieu en Argentine, présenté par le pays d'accueil

14 h 20 Rapport de l'Atelier sur les politiques continentales en matière de science, technologie et innovation pour le développement social qui a eu lieu en Jamaïque, présenté par le pays d'accueil

14 h 40 Rapport de l'Atelier sur les politiques continentales en matière de science, technologie et innovation pour le développement scientifique et technologique dans les Amériques, qui a eu lieu en Équateur, présenté par le pays d'accueil

- 15 heures** Rapport de l'Atelier sur les politiques continentales en matière de science, technologie et innovation pour la vulgarisation scientifique et technologique, qui a eu lieu au Brésil, présenté par le pays d'accueil
- 15 h 20** **Pause (café)**
- 15 h 30** Rapport de l'Atelier de consolidation des discussions et accords obtenus au cours des quatre ateliers sur les politiques continentales en matière de science, technologie et innovation susmentionnés, qui a eu lieu au Panama, présenté par le Bureau de la science et la technologie de l'OEA
- 15 h 45** Délibérations sur les sujets traités dans les ateliers présentés et approbation du rapport de l'Atelier de consolidation
- 17 h 15** Coopération Horizontale en Science , Technologie et Innovation en Amérique
- 17 h 30** **Fin de la première séance plénière**

Vendredi 16 avril 2004

DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

Thème:

Présentation de stratégies de coopération avec des organismes internationaux et des organismes du Système interaméricain par les entités suivantes

- 9 heures** Banque interaméricaine de développement
- 9 h 15** Banque mondiale
- 9 h 30** Commission interaméricaine de l'éducation
- 9 h 45** Académies de sciences dans le Continent
- 10 heures** Fédération Mondial des Organisations d'Ingenieurs & UNESCO
- 10 H 15** **Pause (café)**

Thème:

Les délégués délibéreront sur le processus de préparation de la Réunion des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la science et la technologie, notamment sur les sujets suivants:

- 10 h 30** Méthodologie et plan de travail
- 11 heures** Début de la discussion de propositions relatives à la Déclaration de Lima
- 11 h 45** Début de la discussion de propositions relatives au Plan d'action de Lima
- 12 h 30** **Pause (déjeuner)**

DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE (suite)

- 14 heures** **Accords de la COMCYT**
- Les délégués délibéreront et approuveront le projet de document que présentera le Président de la COMCYT, document qui résumera toutes les décisions de la Commission et en dressera une liste et qui comprendra tous les accords auxquels seront arrivés les délégués participant à cette réunion.
- 15 heures** **Délibération sur la date et le lieu de la Cinquième Réunion ordinaire de la COMCYT**
- Le Président de la COMCYT encouragera les délibérations entre les participants relativement à la date et au lieu possibles de la Cinquième Réunion ordinaire de la COMCYT.
- 16 heures** **Autres questions**
- Les délégués auront l'occasion de présenter n'importe quel autre thème.
- 16 h 15** **Conclusions**
- Présentation d'un rapport résumé sur les résultats de la Quatrième Réunion ordinaire de la COMCYT.
- 16 h 30** **SÉANCE DE CLÔTURE**
- 17 heures** **CLÔTURE DE LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE**

Acronymes choisis

BID – Banque interaméricaine de développement
CAB – Convention Andrés Bello
Cuahtemoc II – Programme multilatéral Cuahtemoc II, SRE-CONACYT/OAS
CEPALC – Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CGIAR – Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIDI – Conseil interaméricain pour le développement intégré
COLCIENCIAS – Institut colombien pour le développement de la science et la technologie
CONCYTEC – Conseil national de la science et la technologie du Pérou
COMCYT – Commission interaméricaine et la science et de la technologie
CYTED – Programme ibéro-américain de science et technologie pour le développement social
EXPLORA – Centre des sciences et des arts du Panama
FEMCIDI – Fonds spécial multilatéral du CIDI (Conseil interaméricain pour le développement intégré)
FONTAGRO – Fonds régional pour la technologie en agriculture
CRDI – Centre de recherches pour le développement international
INFODEV – Information pour le développement
INFOCYT – Réseau d'information scientifique et technologique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
MALOKA – Programme Maloka de la Colombie
MAST – Musée d'astronomie et des sciences connexes du Brésil
MERCOCYT – Marché commun des connaissances scientifiques et technologiques
NARS – Systèmes nationaux de recherche en agriculture
NCST – Commission nationale sur la science et la technologie, Jamaïque
OEA – Organisation des États Américains
OEI – Organisation des États ibéro-américains
ONU – Organisation des Nations Unies
ONDAS – Programme pour enfants et adolescents ONDAS, COLCIENCIAS, Colombie
OPS – Organisation panaméricaine de la santé
PLIC – Programme d'intégration scientifique avancée
PRYCIT – Programme interaméricain de science et de technologie
PROCYT – Programme de science et de technologie
REDHUCYT – Réseau continental interuniversitaire d'informations scientifiques et technologiques
RICYT – Programme régional d'information en science et technologie
SCIELO – Bibliothèque scientifique en ligne, Brésil
SHIP – Système continental d'échange d'étudiants diplômés, Venezuela
SNIA – *Storage Network Industry Association*
SNIS – Système national d'information sur la santé
UNCST – Conseil national pour la science et la technologie de l'Ouganda
UNESCO – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WFEO – Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs

II. ANNEX

Annexe 1 Documents Approuvées De La RéunionCIDI/COMCYT/doc.1/04

Annexe 2 L'Ordre du JourCIDI/COMCYT/doc.2/04

http://scm.oas.org/doc_public/PORTUGUESE/HIST_04/CMCYT00068P05.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/SPANISH/HIST_04/CMCYT00068S04.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/FRENCH/HIST_04/CMCYT00068F05.DOC

Annexe 3 L'Ordre du Jour Annoté.....CIDI/COMCYT/doc.3/04

http://scm.oas.org/doc_public/SPANISH/HIST_04/CMCYT00069S04.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/PORTUGUESE/HIST_04/CMCYT00069P05.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/FRENCH/HIST_04/CMCYT00069F06.DOC

Annexe 4 Programme de Travail.....CIDI/COMCYT/doc.4/04

http://scm.oas.org/doc_public/SPANISH/HIST_04/CMCYT00070S02.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/PORTUGUESE/HIST_04/CMCYT00070P06.DOC

http://scm.oas.org/doc_public/FRENCH/HIST_04/CMCYT00070F07.DOC